

Le Canadien National dit qu'il a 10 000 employés de trop

MAURICE JANNARD

Les exécutifs syndicaux des 32 500 employés du Canadien National étaient sur un véritable pied de guerre hier après leur rencontre de la veille avec le nouveau président de la compagnie, M. Paul Tellier, ex-greffier du Conseil privé et collaborateur du premier ministre Brian Mulroney.

À Toronto, à Montréal et à Ottawa, les représentants des employés ont tenu des réunions toute la journée. M. Tellier leur a indiqué jeudi que les difficultés de l'entreprise l'obligeaient à envisager 10 000 départs sur une période de trois ans, soit les tiers des effectifs du CN.

Un des participants à cette rencontre, M. Claude Pinard, le vice-président du Syndicat des transports et des communications, a confirmé hier à *La Presse* les

informations rapportées par un quotidien de Toronto.

Le tableau

«L'employeur a dépeint un tableau très peu reluisant», a déclaré M. Pinard. En revanche, le nombre de licenciements mentionné par le Canadien National ne semble pas définitif. «L'employeur cherche une solution.»

M. Pinard a souligné que Paul Tellier n'a pas abordé la question de l'impact régional des coupures. «Il s'agit d'un montant global pour tout le Canada. Il (Tellier) a dit que les départs affecteront les cadres comme les syndiqués.»

Le dirigeant syndical a mentionné que les projections avancées en août dernier mentionnaient que le tiers des 10 000 pertes d'emplois serait concentré dans l'Est, soit au Québec et dans les Maritimes.

Le Canadien National abandonnerait plusieurs voies ferrées dans l'Atlantique, à l'exemple du Canadien Pacifique qui veut mettre fin au service entre Sherbrooke et St-Jean au Nouveau-Brunswick, villes reliées par un tronçon qui passe par l'État du Maine.

M. Pinard hésite à fournir plus de détails car son syndicat représente très peu de membres.

De son côté, un porte-parole du CN, M. Robert Frank, a affirmé hier à *La Presse* que l'entreprise tient à survivre à tout prix et qu'elle doit redevenir rentable à long terme. Il n'a pas voulu confirmer ni démentir les rapports publiés à Toronto.

Marge de manoeuvre

«Nous avons dit aux syndicats qu'il y a une marge de manoeuvre et que la déci-

sion n'est pas finale», a déclaré M. Frank. «On s'aperçoit par contre que le CN a 10 000 employés de plus que les chemins de fer équivalents en Amérique du Nord.»

En 1985, le CN comptait 50 000 employés. En 1991, l'entreprise a réalisé une perte de 14 millions. Dans son plan de compressions, l'ancien président Lawless proposait des réductions de 300 millions de dollars par an pour les cinq prochaines années, ce qui comprenait l'élimination du tiers des cadres. Des réductions aussi massives affecteraient sérieusement la région de Montréal, ville où est située le siège social du chemin de fer.

Pour sa part, Léo Saint-Louis, vice-président de la Fraternité des cheminots, employés de transport et autres ouvriers, a affirmé à *La Presse* que les pertes d'emplois dévoilées par M. Tellier devançent

de deux ans le projet Lawless. «Cet été, on parlait de 10 000 emplois sur cinq ans.»

Les travailleurs représentés par ce syndicat sont au nombre de 3000 au Québec, a précisé M. Saint-Louis. Ceux-ci se retrouvent à la billetterie, dans les bureaux et à l'entretien.

M. Pinard a précisé que les employés de son syndicat ont une garantie d'emploi à vie après huit ans de service dans l'entreprise. «Un employé ne peut être mis à pied quand il a accumulé huit ans de service», a dit le dirigeant syndical.

Robert Frank a rappelé que les chemins de fer ont connu plusieurs révolutions au cours des dernières décennies, notamment celle du diesel, de l'automatisation et maintenant la micro-informatique. Il a dit qu'au début des années 1950, le Canadien National comptait 150 000 employés.

500 mises à pied chez P&W d'ici mars

VALÉRIE BEAUREGARD

Pratt & Whitney, de Longueuil, mettra à pied entre 500 et 600 personnes d'ici le mois de mars, faute de commandes. Déjà une cinquantaine d'employés de bureau étaient licenciés hier matin. Les autres départs auront lieu au début de la nouvelle année.

«Il se fabrique beaucoup moins d'avions et comme les avions volent moins souvent, les moteurs s'usent moins vite», a expliqué la directrice des communications, Mme Francine Osborne.

Pratt & Whitney prévoit fabriquer 1100 moteurs en 1993. Il y a deux ans, elle en avait construit 1400. Les activités ont également beaucoup diminué dans le secteur de la révision et de l'entretien des moteurs.

Les 500 mises à pied avaient été annoncées au mois d'août mais elles se sont matérialisées plus vite que prévu. La compagnie par-

lait à ce moment-là d'un échéancier de 12 à 18 mois. Les employés licenciés hier ont tous reçu une prime de séparation.

Mme Osborne a expliqué que l'objectif de la direction de Pratt & Whitney était de simplifier la structure de l'entreprise. Les employés de bureau, tout comme les employés d'usines, sont touchés par cette cure d'amaigrissement.

Au mois d'avril dernier, la compagnie avait déjà mis à pied 400 salariés.

Depuis 1990, la société a aboli 1800 postes à son usine longueuilloise. Pratt & Whitney emploie maintenant près de 7700 personnes. Si les commandes continuent de diminuer, d'autres licenciements sont à prévoir.

Filiale de United Technologies, au Connecticut, Pratt & Whitney Canada conçoit et construit des turbopropulseurs et turboréacteurs pour les avions commerciaux et les transporteurs régionaux.

Programme d'emprunt en dollars US confirmé

Selon Dow Jones

Une source anonyme au ministère des Finances à Ottawa confirme que la Banque du Canada procédera sous peu à l'émission de bons du Trésor libellés en dollars américains.

La Presse annonçait en premier ce programme d'emprunt massif en dollars américains dans ses éditions de jeudi et vendredi.

Un programme de papier commercial avait déjà fait ses preuves en 1986. Le gouvernement fédéral songe aujourd'hui à le relancer.

Le montant de l'émission n'a pas encore été établi, mais la source gouvernementale affirme que l'annonce des taux se fera à New York dès la semaine prochaine.

Cette émission renflouerait les coffres de dollars américains de la Banque du Canada. Au 31 octobre, les réserves monétaires du Canada s'élevaient à 13,2 milliards US contre 17,6 milliards US, un an plus tôt.

«Bien que les réserves demeurent

considérables, nous croyons qu'un réapprovisionnement est nécessaire», a déclaré le représentant du gouvernement.

La Banque du Canada a grandement puisé dans ses réserves au cours des derniers mois dans le cadre de sa stratégie de défense du dollar canadien sur les marchés monétaires.

Profits records pour la BNÉ

PC

TORONTO

La Banque de Nouvelle-Écosse a été la deuxième grande banque à annoncer hier des profits records pour son année financière 1992.

La banque a fait savoir que son revenu net avait atteint 676 millions de dollars pour l'année financière qui a pris fin le 31 octobre, ce qui représente une augmentation de 6,8 p. cent par rapport à l'an dernier. Les profits se chiffraient alors à 633 millions, comparativement à 512 millions en 1990.

La banque a expliqué que la baisse des taux d'intérêts au cours de l'année, que les profits réalisés sur la vente de titres et que l'évolution favorable de la conjoncture concernant les prêts consentis au Tiers-monde lui «ont permis de réaliser une performance record en dépit de la faiblesse prolongée du marché».

Plus tôt cette semaine, la Banque de Montréal a annoncé un bénéfice annuel record de 640 millions de dollars. De leur côté, la Banque Toronto-Dominion et la Banque Nationale ont fait savoir que leurs profits avaient chuté respectivement de 408 millions et un million.

La Banque Royale et la Canadian Imperial Bank of Commerce n'ont toujours pas communiqué leurs résultats annuels, mais toutes deux ont dû absorber cette année de lourdes pertes sur prêts.

Le dollar a raison du magasinage aux É.-U.



LISA BINSSE

Le huard pique du nez mais ceci n'a pas freiné l'engouement des Québécois pour les dindes congelées

américaines qui se vendaient comme des petits pains chauds cette semaine à Plattsburgh.

J'ai moi-même profité de cette aubaine imprévue mardi, après avoir décidé de me rendre à Plattsburgh y faire mon épicerie en toute tranquillité. Par la même occasion, j'ai voulu vérifier s'il y avait toujours des économies à faire au sud de la frontière même si notre dollar bat de l'aile devant un dollar américain plus vigoureux.

Oui, on peut encore y faire certains bons coups, mais c'est maintenant davantage l'exception que la règle.

Côté vêtements ou appareils ménagers, si l'on tient compte de tous les frais — taxe de vente, taux de change et droits de douane — on y perd à moins que ces articles fassent l'objet d'une vente mirobolante. Et il faut carrément oublier alcool ou cigarettiers sauf si vous passez le tout... sous le siége.

Toutefois, y faire son épicerie peut s'avérer avantageux si on limite ses achats aux soldes, comme les dindes qui ont attiré plusieurs concitoyens au sud de la frontière cette semaine.

La dinde

«Vous ne trouverez pas de dinde à si bas prix à Montréal, m'explique une Québécoise qui habite près de la frontière et qui de toute évidence est une habituée du magasin. Un commerçant offrait sa dinde congelée à 58 cents US la livre et même à 27 cents US si accompagnée d'un certificat et d'une commande de 50 \$US. Un autre la vendait à 49 cents US la livre.

La dinde, cet oiseau servi traditionnellement à l'Action de grâce américaine (et canadienne en octobre), coûte si peu cher à Plattsburgh depuis une semaine que plusieurs Québécois avaient décidé de stocker. Mal leur en pris. Une fois rendus aux douanes canadiennes, ils se sont retrouvés les dindons de la farce.

Plusieurs ont eu la désagréable surprise de devoir rebrousser chemin avec leur deuxième dinde, ou laisser l'excédent sur place. Excédé de voir ses clients revenir et exiger un remboursement, un marchand a mis un écriteau avisant ses clients canadiens que les douanes ne permettaient qu'un oiseau, ou un maximum de 10 kg, par personne.

Certains Québécois rencontrés à Plattsburgh pensent que les douaniers se montrent plus pointilleux cette année sur ce règlement qui remonte à 1981. Ils ont mis le blâme sur le dos de commerçants qui tireraient profit de cette aubaine.

Les Québécois qui déclaraient leur dinde ont payé un droit de douane. Si celle-ci était comprise dans l'épicerie, le douanier a simplement ajouté un droit de douane de 10,2 p. cent à la facture totale. Transportée seule ou à part, la dinde comporte un droit calculé selon le prix.

À titre d'exemple, pour une dinde de 10 kg qui revient à 6,60 \$US on doit déboursier un droit de douane de 66 cents. Il

ARTICLES	CÔÛT À MONTRÉAL (CAN \$)	CÔÛT À PLATTSBURGH (US \$)	CONVERTI * FRAIS**
Pain tranché	1,39	0,99	1,26
Laitue frisée	0,85	0,79	1,01
Brocoli	1,89	1,19	1,52
Mélange à gâteau Betty Croker	1,29	0,98	1,25
2 kg de sucre blanc	1,39	1,85	2,36
Un litre d'huile Crisco	2,75	1,99	2,54
Petits pois***	0,85	0,33	0,42
300 gr de café Maxwell House rég.	2,19	2,77	3,54
2,7 kg de poulet	14,10	6,90	8,83
10 kg de dinde	42,40	10,78	13,80
454gr de beurre	2,69	1,39	1,78
12 oeufs larges	1,78	0,85	1,09
4 rouleaux Cottonelle	2,30	1,14	1,45
40 couches moy. no 3 Huggies filles	13,74	9,94	12,72
100 sacs à sandwich Ziploc	3,22	2,66	3,41
225 gr biscuits soda	1,69	1,59	2,03
600 gr biscuits Oreo	4,69	2,98	3,81
1 litre ketchup Heinz	3,99	1,39	1,77
2 litres Seven-Up	2,30	1,06	1,35
Total		105,50	51,57
			65,94

* Le prix des produits taxables - semblables à ceux du Québec - comprend la taxe.
 ** Le taux de change en vigueur mardi à Lacolle était de 28 p. cent. Dans le cas d'un sac d'épicerie, les douaniers ajoutent à la facture totale un taux de droit de 10,2 p. cent.
 *** Les contenants américains sont légèrement plus grands, au plus quatre onces.

ne faut évidemment pas oublier le taux de change qui s'établissait à 28 p. cent mardi au poste de Lacolle. Au total, la dinde coûte donc environ 9,30 \$CAN. Une aubaine.

Evidemment les voyageurs qui désiraient tout de même stocker l'ont fait... Attention! des règlements similaires existent aussi pour les poulets, les oeufs et les produits laitiers.

L'épicerie

Encouragée par cette occasion, j'ai promené mon panier dans les allées du magasin d'alimentation Sun Foods dans l'espoir de dénicher d'autres rabais alléchants. Je me suis procurée un éventail de produits: produits laitiers, viandes et légumes, fruits, papier hygiénique, produits de nettoyage...

Compte tenu de l'écart entre le huard et le dollar américain, je n'étais pas convaincue de faire une bonne affaire. Il faut noter que l'usage des cartes de crédit donnera parfois un avantage quant au taux de change.

Qu'à cela ne tienne. Mon panier d'épicerie m'a coûté 51,57 \$US ou 65,94 \$CAN. Au poste-frontière, on m'a demandé un droit de douane de 10,2 p. cent pour un total de 72,66 \$CAN. Le même sac d'épicerie chez IGA, à la Place Longueuil, où j'ai effectué le soir même un marché fictif en respectant autant que possible les quantités et les marques de commerce me serait revenu à 105,50 \$CAN taxes comprises. Evidemment, je ne pouvais y bénéficier des mêmes rabais.

Le secret pour bénéficier d'un voyage aller-retour aux États-Unis pour y faire son épicerie réside, selon une Québécoise rencontrée sur place, dans le genre d'achats

qu'on y fait et surtout des rabais. J'avais effectué le même genre de voyage il y a environ 18 mois et l'exercice n'avait pas donné les résultats escomptés.

J'ai suivi ses conseils. Elle avait raison. Toutefois l'amie qui l'accompagnait, qui se décrit comme «plus américaine que québécoise», pense que le déplacement en vaut toujours la peine. Mais j'ai remarqué qu'elle courait les aubaines.

Y a-t-il un ralentissement ?

Les commerçants ont-ils ressenti un ralentissement dans le nombre de Québécois qui magasinent chez nos voisins du Sud? Non, répond sans aucune hésitation Mme Carolyn Harding, directrice marketing et ventes au centre commercial Champlain Center north. «Présentement, je ne puis dire que le trafic a diminué. Au contraire.»

Il faut dire que les commerçants y mettent le paquet pour attirer la clientèle canadienne. Ils offrent le week-end dernier un taux de change de 15 p. cent et ils sont prêts à répéter l'expérience le 5 et 6 décembre.

Les derniers chiffres de Statistique Canada indiquent une légère progression de 0,9 p. cent des voyages en automobile dans la même journée aux États-Unis. Ceci représente 4,9 millions de voyages.

N'oubliez pas que si vous faites des achats aux États-Unis vous devez tenir compte de la durée de votre séjour. Dans le calcul des frais, il faut tenir compte de la durée du voyage et des exemptions correspondantes: 20 \$ pour un séjour de 24 heures, 100 \$ pour une absence de 48 heures et 300 \$ pour un voyage de sept jours ou plus. Si on

dépasse les limites, il faut payer les droits, la TPS et la TVQ, lorsque ces taxes s'appliquent, sur l'excédent.

Au terme d'un voyage aller-retour, vous n'avez droit à aucune exemption. Donc, vous pouvez tout déclarer et assumer tous les frais inhérents ou ne rien déclarer, ou en déclarer une partie et prendre le risque de vous faire pincer et de payer en conséquence.

Les prix

Tant qu'à être sur place, j'ai décidé de vérifier le prix de certains articles, à titre comparatif. Au centre commercial, j'ai trouvé un blue-jeans Levis 501 en vente à 45,99 \$US taxes comprises. Si l'on tient compte du taux de change, ces pantalons reviendront donc à 58,87 \$CAN.

À Longueuil, la même paire de jeans est disponible à 49,99 \$CAN (au lieu du prix régulier de 60,99), ou 57,77 \$ en ajoutant les taxes. Donc aucune économie à faire sur cet article, surtout si aux douanes canadiennes, on déclare l'achat. Ceci signifie un droit additionnel de 13,5 p. cent puisque les jeans sont fabriqués aux États-Unis et l'ajout de la TPS et de la TVQ, pour une facture totale de 60,32 \$US ou 77,20 \$CAN!

Par simple curiosité, je suis allée voir le prix demandé chez Radio-Shack pour une imprimante couleur Tandy qui est présentement disponible ici à 299 \$CAN, une économie de 70 \$ sur le prix régulier de 369 \$. Avec la TPS et la TVQ, la facture monte à 345,50 \$.

INDICES

MONTRÉAL	1741,62	(+1,02) (+0,05%)
TORONTO	3276,53	(+4,29) (+0,13%)
NEW YORK	3282,20	(+15,94) (+0,49%)
MEXIQUE	1727,23	(+23,74) (+1,39%)
DOLLAR	77,73	(-0,30)
OR	334,00 \$	(+0,50 \$)

RÉGIE RÉGIONALE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE LAVAL



Guy Gélinau

Les membres du Conseil d'administration de la Régie régionale de la santé et des services sociaux de Laval sont heureux d'annoncer l'élection de M. Guy Gélinau au poste de président du Conseil d'administration.

Directeur de la planification et secrétaire général de l'Institut Armand-Frappier, monsieur Gélinau possède une vaste expérience en administration dans le secteur de l'enseignement supérieur, des services de la santé et des services sociaux. M. Gélinau a notamment été secrétaire général de la Commission d'enquête sur les services de santé et les services sociaux. M. Gélinau est également fort impliqué dans la communauté de Laval.

Les personnes qui ont une maladie mentale, les accepter, c'est fondamental.

Gouvernement du Québec Ministère de la Santé et des Services sociaux

En bref

MOINS DE FAILLITES

Le rythme des faillites personnelles et d'entreprises a légèrement ralenti le mois dernier, mais le total des victimes de faillites de cette année continue de grimper. Le ministère des Consommateurs et Sociétés a fait savoir hier que 6047 faillites ont été enregistrées en octobre. C'est un peu moins que les 6391 faillites du mois de septembre, ou les 6897 d'octobre 1991. Mais le mois d'octobre 92 a porté le total, depuis le début de l'année, à 64 048 faillites d'entreprises et de particuliers, ce qui est plus qu'à la même date, l'année précédente. Par comparaison, on en avait recensé 67 969 après 10 mois, en 1991. C'est principalement à l'Ontario qu'on doit l'amélioration de la performance en octobre. Au Québec, on a assisté en octobre à 1875 faillites.

MAGASINS CHÂTEAU AMÉLIORE SES RÉSULTATS

Les derniers résultats financiers des Magasins Château du Canada montrent une progression de 7,6 p. cent du chiffre d'affaires, qui passe de 36,7 millions de dollars l'an dernier à 39,5 millions pour le troisième trimestre s'achevant le 24 octobre 1992. Le bénéfice net représente 2,8 millions de dollars ou 0,65 \$ par action comparativement à une perte nette de 1,3 million ou 0,29 \$ par action, l'an dernier. Ces résultats seraient dus à l'impact positif des réductions de coûts actuellement en cours. Toutefois, les résultats des neuf premiers mois de 1992 montrent une progression de 1,7 p. cent du chiffre d'affaires (107 millions au lieu de 105,2), et une

perte nette de 902 000 \$ ou 0,21 \$ par action, par rapport à une perte de 3,5 millions ou 0,82 \$ par action pour la même période en 1991. Les Magasins Château du Canada exploite 155 magasins de vêtements au Canada et 9 aux États-Unis.

BILAN DE LA VENTE DES OEC

La campagne 1992 des Obligations d'épargne du Canada a rapporté 9,2 milliards. Compte tenu des remboursements des émissions antérieures effectuées depuis le début d'octobre, les achats nets de nouvelles obligations s'élevaient à 3,3 milliards le 25 novembre. Le montant des ventes brutes comprend 1,8 milliard souscrits selon le mode d'épargne sur le salaire.

HAUSSE DU REVENU MOYEN AMÉRICAIN

Le revenu des ménages aux États-Unis a progressé de 1 p. cent au mois d'octobre et la consommation a repris sur un rythme de 0,7 p. cent, a annoncé le gouvernement. Cette hausse du revenu est la plus forte depuis 10 mois. Elle provient de subventions à l'agriculture, de primes versées dans l'industrie automobile, de primes versées aux employés des postes et de divers autres facteurs. Les salaires ont augmenté de 0,6 p. cent en octobre après avoir diminué de 0,1 p. cent en septembre. Le nombre d'heures travaillées a également légèrement augmenté le mois dernier, ce qui peut, selon les économistes, être le prélude à une reprise des embauches.



Des oies jouaient aux dindes hier à la frontière Oakville-Burlington.

PHOTO PC

L'alcool et les cigarettes, oubliez ça

SUITE DE LA PAGE C 1

À Plattsburgh, la même imprimante est en solde à 229,95 \$US ou 246 \$ taxe incluse ou 314,88 \$CAN. Son prix régulier est de 249,95 \$US. Peu d'économies à faire là, même si on reste coi sur cet achat aux douanes. Sinon, l'imprimante est exempte de droit mais les douaniers exigeront la TPS et la

TVQ, une somme additionnelle de plus de 45 \$ dans ce cas-ci.

Quant à l'alcool ou les cigarettes, «oubliez ça», me lance le douanier et il a bien raison. Si le gin, le digestif ou le vin est moins dispendieux aux États-Unis, lorsqu'on ajoute les droits d'accise et le taux de change, toute économie disparaît.

rez une cartouche pour environ 21 \$ US à Plattsburgh, mais aux douanes, une somme additionnelle de 40 \$ sera ajoutée. Ici, on s'en procure pour quelque 45 \$CAN. Inutile de convertir pour constater que l'économie s'est envolée en fumée...

Evidemment, vous pouvez toujours prendre une chance...

Ouverture le dimanche: les parlementaires critiqués

ERIC CLEMENT

Que ce soit de la part de ceux qui sont en faveur de l'ouverture des commerces le dimanche ou de ceux qui sont contre, péquistes et libéraux sont critiqués à la suite de la suspension du projet de loi 59.

Club Price, est déçu que les commerces ne puissent ouvrir demain tel que promis par le ministre Gerald Tremblay. L'organisme estime que la mesure privera le Québec de retombées économiques importantes, d'autant que «les commerces ne sont ouverts que trois dimanches avant Noël au lieu de quatre l'an dernier».

plutôt sombre d'une vision de l'emploi au Québec.

Mais pour M. Claude Sénéchal, directeur général de Sears au Québec, «la fermeture de dimanche prochain va faire perdre 20,4 millions de dollars aux employés et 20 millions de taxes à la consommation pour l'État». Selon lui, les ventes du marché de détail pour le dimanche 1er décembre 1991 qui correspondrait à la journée de demain, avaient représenté 247 millions, dont 78,6 millions en excluant l'alimentaire et l'automobile. Le 1er décembre 1991, les salaires avaient représenté 6,5 millions tandis que 6,3 millions avaient été retournés à Québec et 5,9 millions à Ottawa en taxes de ventes.

Débats stériles

Appuyé dans sa démarche par l'Association des consommateurs du Québec (ACQ) et par le Conseil québécois du commerce de détail, le Regroupement souhaite que le projet de loi 59 soit adopté au plus tôt, «et ne fasse pas les frais de débats stériles à l'Assemblée Nationale».

Le recul

Par contre, la Centrale des syndicats démocratiques (CSD) dit «se rejouer du recul du gouvernement». Selon la CSD, la position du gouvernement répondait à de fortes pressions exercées par les magasins de grande surface, «notamment le Club Price». La centrale disait espérer hier que le débat était remis, le gouvernement pourrait «mieux faire ses devoirs», ne sachant pas encore que le texte de loi avait, à midi, déjà franchi l'étape de la première lecture.

Toutefois Mme Nicole Lemire, directrice de l'ACQ, qui représente environ 30 000 consommateurs, reconnaît que, quoiqu'en faveur de cette mesure, son association est consciente qu'elle ne relancera pas l'économie.

De leur côté, la fédération des associations coopératives d'économie familiale (ACEF), qui regroupe douze associations de consommateurs, estime que la mesure n'aura aucun bienfait sur la relance économique, «le pouvoir d'achat des consommateurs diminuant, le taux d'épargne étant à son plus bas et l'endettement devenant un fleau à contenir avec son record de faillites personnelles».

«Au contraire, dit M. Yves Nantel, porte-parole, l'extension des heures d'ouverture «nous projette vers le travail précaire et à temps partiel au détriment du travail permanent: perspective

Pour l'Association des détaillants en alimentation du Québec (A.D.A.), «le ministre Tremblay s'est improvisé pompier pour répondre à une fausse alarme tirée par le Club Price», le président de l'A.D.A., M. Michel Gadbois, rappelant que son association a initié en juillet son opposition à la rouverture de la loi 75.

Entente à l'OPEP pour limiter la production

Reuter VIENNE

Les pays membres de l'OPEP sont parvenus hier à Vienne à un accord qui limite légèrement leur production de pétrole brut à partir du 1er décembre.

Ont félicités de la conclusion d'un accord, qui constitue selon eux une réponse efficace à l'actuel surplus d'offre.

De son côté, l'Équateur, qui dit ne plus pouvoir honorer ses cotisations, est devenu hier le premier pays à quitter l'organisation à laquelle il avait adhéré en 1973.

Cet accord prendra officiellement effet en janvier 1993 mais les pays membres se sont engagés à diminuer leur production dès décembre.

Le plafond réel de production pour les 12 autres membres serait de 24,58 millions de barils par jour (bpj), soit environ 40000 bpj en-deçà des actuelles estimations de la production de pétrole brut par l'OPEP. L'Équateur, le plus petit producteur avec le Gabon, produit environ 320000 bpj.

L'Irak, qui s'était opposé à l'accord conclu en septembre, qui ne définissait pas de plafond de production pour chaque pays pris individuellement, a salué le compromis signé vendredi. L'Irak est le deuxième producteur de l'organisation derrière l'Arabie Saoudite.

Le nouveau pacte définit des niveaux de production pays par pays, un premier pas vers le retour au système des quotas abandonné à la suite de l'invasion du Koweït par l'Irak, qui avait fait craindre la pénurie.

Les ministres du Pétrole réunis dans la capitale autrichienne se

DÉTENTEURS D'OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DU QUÉBEC

Veillez prendre note qu'à compter du 30 novembre 1992, Compagnie Montréal Trust Place Montréal Trust 1800, avenue McGill College, 6e étage Montréal, Québec, H3A 3K9 assumera les fonctions d'agent de transferts des Obligations d'épargne du Québec.

Toute demande d'échange, de transfert ou de fractionnement devra à l'avenir être adressée à cette institution.

Gouvernement du Québec Ministère des Finances

Daté à Québec Ce 28 novembre 1992.

PROPOSITIONS D'AFFAIRES...

705 HYPOTHÈQUES

Ai demandé pour 1re, 2e, 3e, bal, vente, sûres, très bon taux. 875-8081. A l'IERE - 2e, balance vente, notaire Laberge (jour, soir) 729-4332. Ai solide 1re hyp. balance vente. Je cherche prêteur-proprétaire 875-8081.

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

DEVEZ-VOUS opérer en incorporation américaine, territoire protégé, exclusif pour tout le Québec. Info Service U.S.A. (514) 341-7666. DEVEZ-VOUS un réellogique ou un prospectus, c'est une nouvelle profession très enrichissante qui vous attend. 642-0925; 875-8081.

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

LONGUEUIL, tout food bien établi dans centre commercial, bonne clientèle, stationnement, très bon revenu. Vente cause santé. M. Poulin, Re Max Longueuil inc. cir. 651-8331.

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

RESTAURANT ad. Outremont très réputé, style bistro européen, gros potentiel, idéal pour couple ou associés. 326-4823 (jour).

718 BREVETÉ DEMANDE

Ai demandé pour 1re, 2e, 3e, bal, vente, sûres, très bon taux. 875-8081. Ai solide 1re hyp. balance vente. Je cherche prêteur-proprétaire 875-8081.

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

PLACEMENT Opportunité de placement dans compagnie alimentaire établie depuis 15 ans. Compagnie en expansion voulant prendre part au marché américain. Placement garanti sous forme légale, taux de rendement intéressant. Placement à court terme. Écrire à La Presse ref. 1058, C.P. 6041 Succ. A, Montréal, Qc. H3C 3E3.

FLORIDE

Motel 98 unités Très propre, très bien tenu. Prés de la mer. BON RENDEMENT. Restaurant centre-ville Fort Lauderdale. Déjeuner-dîner, 5 jours semaine. Prix Hôtel de ville, Palais Justice, bureaux.

MOTEL bien situé, dans Lourdes

MOTEL bien situé, dans Lourdes, 500 pi de la mer, piscine, superbe rendement. Steve au 522-2500.

SANS REVENU?

Arrêtez de manger votre capital, marchez aux puces à votre compte, temps plein ou partiel, revenus d'appoint 2005 fin de sem. Léger investissement. Écrire à H.L. inc. C.P. 7094 Charlebourg, G1G 5E1.

725 TENUE DE LIVRES, IMPOT

COMPTABILITÉ, états financiers, Impôts, G. Bolvin, 669-6408.

A VENDRE

CONCEPT BEAUTE SAINTE Franchise maîtrise et centre esthétique. Gros potentiel. Pour info: Robert 526-4993.

CANADA REALTY INC

Inf. Multitendances J.G. Lee James Gilbert, (514) 445-9876. Nous pouvons vous aider à obtenir un visa d'investisseur.

Réseau de distribution

important recherche produits de consommation populaire. Inf. R. Dubois 437-3340 Innovation-Produits de Masse

RARE OPPORTUNITÉ AVEC VAL PAK

Voire enquête sérieuse est encouragée. Nous sommes la plus grande compagnie de notre genre avec 400 détaillants à travers le Canada et les États-Unis. Voici une opportunité exclusive d'être propriétaire de votre propre entreprise de postes directes de coupons.

712 ASSOCIÉS DEMANDES

CHERCHE associé ou investisseur sérieux, pour restaurant existant, centre-ville, 494-6237.

ADMINISTRATEUR PARTENAIRE

Pour fabricant de produits sanitaires environnementaux et autres produits de grande consommation. Capital immédiat requis: 180 000\$. Participatif de 30 à 50%. Honoraires de base 30 000\$ à 60 000\$.

FORMULE GAGNANTE

Faites des profits de plus de 75 000 \$/an avec seulement 5000 \$ d'investissement. Vente (prix et détail) de grands terrains boisés. Prospects fournis 4 jours/sem. Pour info: 278-8691.

INCORPORATION 433 S. 356-1819

INCORPORATIONS ILLIMITÉES

714 FRANCHISES

FRANCHISE DISPONIBLE CANTOR'S BAKERY DÉPANNEUR, CHARCUTERIE Boul. Newman, Lasalle Nouveau centre cité en plein, libre venant/medicament. 321-1190 731-4341

714 FRANCHISES

714 FRANCHISES

APPRENTI sageamment le commerce

Immobilier opportuniste 875-8081 ASSOCIÉE pour ouvrir salle de billard à Montréal Nord. 327-3212.

714 FRANCHISES

714 FRANCHISES

714 FRANCHISES

714 FRANCHISES

714 FRANCHISES

714 FRANCHISES

714 FRANCHISES

714 FRANCHISES

AUBAINE!

Local commercial à louer. De 1 000 à 14 000 pi car. Possibilités de production alimentaire, entrepôt ou bureau. Chambres froides. Équipement de pâtisserie et de restaurant disponibles à très bon prix. Situé au 5477, Chêne St. N. POUR INF: BERNARD DUCHESNE JOUR: 314-979-3311 SOIR ET FIN DE SEM: 314-984-8433.

714 FRANCHISES

714 FRANCHISES

714 FRANCHISES

714 FRANCHISES

714 FRANCHISES

714 FRANCHISES

714 FRANCHISES

714 FRANCHISES

Devenez un Franchisé Padgett!

Plus de 25 ans d'expérience professionnelle à votre service.

Comptables... avec ou sans titre professionnel...

Devenez votre propre patron! Investissez dans une franchise Padgett!

Établissez votre propre cabinet de gestion comptable, fiscale et de tenue de livres...

La franchise Padgett, un modèle nord-américain de plus de 200 cabinets efficaces;

Vous voulez:

- Un rendement au-dessus de la moyenne
Des revenus proportionnels à vos efforts
Vous lancer en affaires sans partir de zéro
Vous construire un achalandage, une PLUS VALUE
Une qualité de vie

Nous vous offrons:

- Un programme Marketing irrésistible
Un service de soutien incomparable
4 semaines de formation initiale
Un système comptable performant
Un progiciel informatique sur mesure

N'hésitez plus... Soyez l'artisan de votre propre succès!

Pour plus d'informations, composez le (514) 933-4520 Frais virés acceptés

REPRISES HYPOTHÉCAIRES

IMPACT INC Enchères immobilières Mardi le 15 décembre, à 11h au Holiday Inn 505, Sherbrooke est

- 1011, Autoroute 13, Laval
bâtisse: 23 712 p.c.
terrain: 101 000 p.c.
zonage commercial et ind.
construction: 1977 et 1988
occupation: 50%
évaluation mun.: 1 407 000\$
MISE À PRIX: 600 000 \$

- 428, St-Pierre, Montréal
secteur Vieux-Montréal
immeuble de 4 étages
bâtisse: 10 600 p.c.
terrain: 3 659 p.c.
construction: circa 1900
occupation: vacant
évaluation mun.: 482 500 \$
MISE À PRIX: 150 000 \$

- 3995, boul. Lite St-Vincent-de-Paul (Laval)
structure de béton, 2 étages
bâtisse: 33 860 p.c.
terrain: 40 658 p.c.
zonage: industriel 1B
construction: 1968
occupation: vacant
évaluation mun.: 965 800 \$
MISE À PRIX: 215 000 \$

- 5727, Papineau / 1819-21, des Carrières, Mtl
bâtisse: 18 138 p.c.
terrain: env. 6 200 p.c.
zonage: commercial et ind.
construction: env. 1950
occupation: 33%
évaluation mun.: 489 000 \$
MISE À PRIX: 140 000 \$

- 581, boul. Laurier, St-Hilaire
vocation: station-service et garage
bâtisse: 4 356 p.c.
terrain: 23 639 p.c.
zonage: commercial
construction: rénové en '88
occupation: vacant
équip. garage & bureau inc
évaluation mun.: 377 900 \$
MISE À PRIX: 160 000 \$

- 1011, Autoroute 13, Laval
3, 8 et 10 décembre de 9h à 12h
428, St-Pierre, Montréal
3, 8 et 10 décembre de 9h à 12h
3995, boul. Lite, Laval
3, 8 et 10 décembre de 14h à 17h
Papineau / des Carrières
4, 9 et 11 décembre de 9h à 12h
581, boul. Laurier, St-Hilaire
4, 9 et 11 décembre de 14h à 17h

Documentations complètes remises lors des visites

FINANCEMENT DISPONIBLE À 75% ou PLUS À TOUT ACHETEUR QUALIFIÉ

Certaines ventes sont sujettes à un prix de réserve 671-7300 IMPACT INC COURTIER

LA PRESSE VOUS PROPOSE CETTE SEMAINE DIMANCHE SANTÉ UN VÉRITABLE ÂGE D'OR EN 2025

Affrontement entre riches et pauvres de la CEE

Reuter
BRUXELLES

■ Pays riches et pauvres de la Communauté européenne se sont vivement affrontés hier sur le financement futur de la CEE au cours d'un «conclave» qui devait débayer le terrain pour un accord au sommet d'Edimbourg.

Deux semaines avant ce rendez-vous crucial, les ministres des Finances et des Affaires étrangères des Douze ont échoué dans leur tentative de rapprochement, laissant les problèmes entiers sur la table des dirigeants européens.

«Les positions sont très divergentes», a déclaré Carlos Solchaga, ministre espagnol des Finances. «Je ne vois aucune raison de

dire que les positions se sont rapprochées.»

Jacques Delors et les pays pauvres se sont insurgés contre les propositions de la présidence britannique, qui prévoient de «rabetter» l'aide demandée par la Commission pour les préparer à l'Union économique et monétaire (UEM) du traité de Maastricht.

liards d'écus supplémentaires en 1997, à 88 milliards d'écus.

Devant le tollé provoqué par ces propositions dans les pays riches, qui estiment la facture trop lourde, Jacques Delors a accepté d'étaler ce plan sur sept ans, jusqu'à la fin du siècle.

Ainsi, les aides aux pays pauvres n'augmenteraient que de 50 p. cent en sept ans, au lieu du doublement suggéré par Jacques Delors, pour atteindre 23,8 milliards d'écus à peine en 1999.

Elles ont en revanche été bien accueillies par plusieurs pays riches, dont l'Allemagne, la France et les Pays-Bas, qui les considèrent plus «réalistes» que celles de Jacques Delors en période de sévères restrictions budgétaires.

«Les propositions de compromis britanniques ne sont pas dans l'esprit de Maastricht», a déclaré le président de la Commission européenne, cité par son porte-parole.

«Les propositions du Royaume-Uni représentent un recul tellement important par rapport aux propositions de la Commission qu'elles ne sont même pas une base de négociation», a renchéri Jorge Braga de Macedo, ministre portugais des Finances.

La Grèce, l'Espagne et l'Irlande qui, avec le Portugal, forment le groupe des pays les plus pauvres de la Communauté, ont exprimé exactement le même point de vue.

«Ces propositions sont déséquilibrées», a estimé un diplomate portugais. «Ce ne sont pas des propositions de la présidence, ce sont des propositions britanniques.»

La réaction des pays riches a été beaucoup moins négative.

Les «pauvres»

«C'est un effort véritable, ce document est la base de la négociation», a estimé Horst Koehler, secrétaire d'Etat allemand aux Finances, cité par un diplomate.

Le «paquet Delors II», tel que ce projet est connu, vise à financer jusqu'à la fin du siècle la Communauté de Maastricht, notamment pour aider les pays les plus pauvres de la CEE, mais aussi pour apporter une assistance plus importante aux pays de l'Est et améliorer la compétitivité des entreprises.

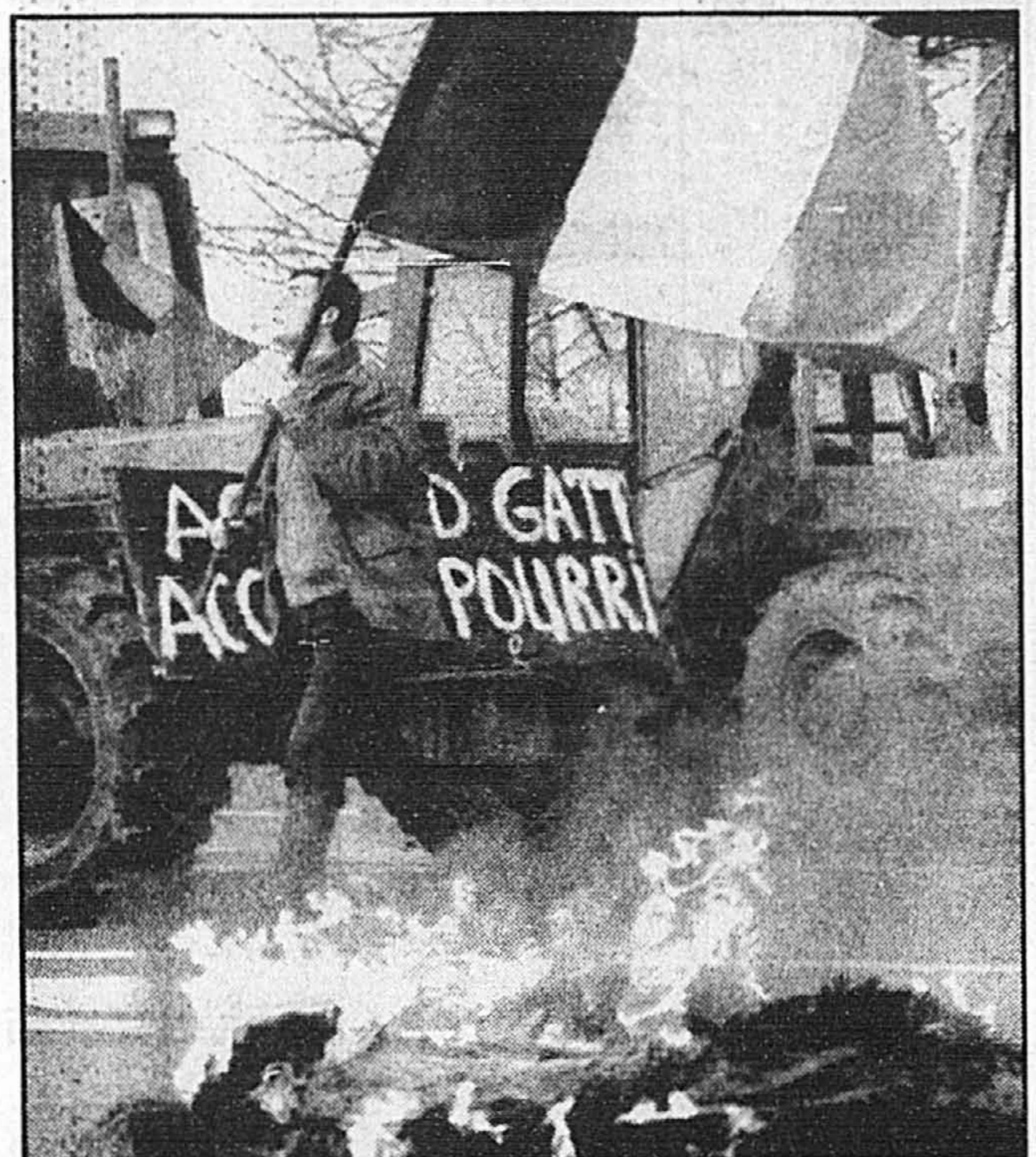
Le président de la Commission européenne avait initialement proposé d'augmenter le montant des ressources propres de la CEE de 1,2 à 1,36 p. cent du Produit national brut (PNB) communautaire en cinq ans, de 1993 à 1997 pour dégager quelque 20 mil-

SOURCE RELATIONS PUBLIQUES



Suzanne Blais

Monsieur Jacques Vasseur, président-directeur général de Source Relations Publiques, est heureux d'annoncer la nomination de Madame Suzanne Blais au poste de directrice, Service à la clientèle. Madame Blais jouit d'une solide expérience en communications et en relations publiques. Elle a assumé différentes responsabilités au sein d'organismes publics et privés, dont au ministère des Affaires internationales du Québec, à la délégation du Québec à Chicago et à l'Académie canadienne du cinéma et de la télévision, ainsi qu'à son propre compte au cours des cinq dernières années. Outre un baccalauréat spécialisé en Communications, elle possède une formation en journalisme et en cinéma. Affiliée au Groupe Interaction Martin inc., Source Relations Publiques est un cabinet-conseil en communications intégrées au service de la haute direction des entreprises. Le siège social de la compagnie est situé à Montréal.



Les Français solidaires

82 p. cent des Français se disent «solidaires» des agriculteurs «quand ils disent qu'il faut, coûte que coûte, s'opposer à l'application du volet agricole du GATT», selon un sondage IPSOS. 65 p. cent des personnes interrogées donnent raison au gouvernement français de refuser de signer le projet d'accord États-Unis/CEE (15% lui donne tort). 69 p. cent des Français souhaitent que «le gouvernement fasse jouer son droit de veto pour manifester aux différents pays de la CEE et aux États-Unis qu'il est hostile à ce volet agricole» (14 p. cent sont d'un avis contraire), selon IPSOS. Notre photo: un autre manif des agriculteurs qui s'est déroulée celle-là à Saint-Aybert.

PHOTO REUTER

RJR-MACDONALD INC.



Pierre Brunelle

Gilles Pepin

M. Pierre Brunelle, Président de RJR-Macdonald Inc., a le plaisir d'annoncer la nomination de M. Gilles Pepin au poste de Vice-président, Fabrication.

M. Pepin débute sa carrière chez RJR-Macdonald Inc. en septembre 1972 au service de la Finance. A compter de 1977, il occupe plusieurs fonctions au service des Ressources humaines dont le poste de Directeur général. En 1991, il prend le contrôle de la direction générale de la Production et devient par la suite Directeur général de l'usine en janvier 1992.

Fondée en 1858, RJR-Macdonald Inc. est une société de tabac offrant une gamme complète de produits et employant près de six cents personnes à son usine de Montréal.

MONTBLANC
THE ART OF WRITING

Gravure sur place de votre nom ou du logo de votre compagnie

Collection complète en magasin

BIJOUTERIE **le roy**
7139, rue St-Hubert (coin Jean-Talon) Montréal 277-3127

SUPER LIQUIDATION
1 000 000\$ DE 50% À 80% DE RABAIS

MOBILIER DE BUREAU NEUF
ACAJOU • CHÊNE NOIR ET MOYEN

- 200 BUREAUX EXÉC. ET CRÉDENCES
- 400 CLASSEURS LATÉRAUX 4 TIR., GRIS, BEIGE ET NOIR
- 300 CHAISES EXÉC. CUIR
- 250 CHAISES DE BUREAU
- 200 TABLES DE RÉUNION ET DE CONFÉRENCE
- AUSSI, COFFRES-FORTS, PHOTOCOPIEURS, ETC.

BELIC Liquidateurs TEL: 683-0623

LIQUIDATION • LIQUIDATION • LIQUIDATION

CENTRE DE L'ORDINATEUR VIRAGE TECH

Depuis 1982

Moniteur VGA couleur 14 po

386/33Mhz 999\$

Lecteur 1.44 Meg.

Clavier AT bilingue à 101 touches

CONFIGURATION:

- Micro-processeur 386/33 Mhz
- 1 Meg. ram (mémoire vive)
- Lecteur HD 1.44 Meg. 3.5 po
- Disque dur 80 Meg. 17 ms
- Souris à boutons
- Moniteur VGA couleur 14 po
- Carte VGA 256K (Vidéo)
- 2 ports séries (souris- imprimante)
- 1 port de jeu (Joystick)
- Clavier AT à 101 touches bilingues

OPTIONS: 80486 / 50 Mhz

SERVICE PLUS GARANTIE 12 mois

Argent comptant ou chèque visé

936, boul. de Maisonneuve Est, Montréal — 844-6332
835, rue Décarie, Saint-Laurent — 747-7033

OPTIONS TRANS-CANADA (transigées)

Les 5 titres les plus actifs de l'OTC	Opt en cours	Off. Dem.	Dern. opt	Opt en cours	Off. Dem.	Dern. opt	Opt en cours	Off. Dem.	Dern. opt
Biochem Pharma	1113	1244	1244	1113	1244	1244	1113	1244	1244
Amer Barrick	175	150	150	175	150	150	175	150	150
Placer Dome	573	1275	1275	573	1275	1275	573	1275	1275
TSE 35 Index	536	10935	10935	536	10935	10935	536	10935	10935
Northern Tel	435	9967	9967	435	9967	9967	435	9967	9967

RAPPORT FINANCIERS EXPRESS

COMPAGNIES	PROFITS (PERTES) (\$000)			REVENUS BRUTS (\$000)		
	Courant	L'an dernier	Variation	Courant	L'an dernier	Variation
Nortgate Exploration (mines) Tor, Ont. 9mois 30 sept.	(2,761 C. (0.10)	(1,782) C. (0.08)	— %	2,938	17,468	-83 %
Chateau Stores (Canada) (vêtements) Mont, Qué. 9mois 24 oct.	(902) C. (0.21)	(3,521) C. (0.82)	— %	107,041	105,225	+1 %
Genel Cdn Express (transport) Tor, Ont. 9mois 30 sept.	5,396 C. (1.31)	5,794 C. (1.44)	-6 %	9,210	8,319	+10 %
Genel Enfield (plastiques) Tor, Ont. 9mois 30 sept.	(12,153) C. (1.31)	(23,027) C. (2.31)	— %	423,434	441,239	-4 %
Discovery West (pétrole/gas) Tor, Ont. 9mois 30 sept.	2,123 C. 0.09	1,085 C. 0.05	+95 %	13,041	9,728	+34 %
Oxford Properties (immobilier) Tor, Ont. 9mois 30 sept.	(3,709) C. (0.13)	(6,805) C. (0.39)	— %	64,537	66,940	-3 %
Raybeck Yellowknife (mines) Tor, Ont. 9mois 30 sept.	455 C. 0.05	724 C. 0.08	-37 %	68,577	54,460	+25 %
La Banque de la Nouvelle Ecosse (banque) Halifax, NE. année 31 oct.	676,224 C. 2.94	633,015 C. 2.81	+6 %	—	—	— %

BESTIAUX

Rapport hebdomadaire (PC). Voici les prix des bestiaux pour la semaine du 25 novembre à l'encan de La Ferme de Sainte-Hyacinthe, tel que fourni par Agriculture Canada.

Cette semaine le volume des bovins totalisait 597 unités, celui des veaux 1067, celui des porcs 59 et celui des ovins de 455.

Vaches: 51.00-63.00, D3: 48.00-57.00, communes: 44.00-51.00. Taureaux: 63.50-70.25\$. Taures (communes): 58.50-68.50\$. Veaux d'abattage: bons et choix; ventes insuffisantes, moyen et communs: 60.00-87.00\$. Veaux d'engraissement: bons et choix: 142.00-180.00\$, moyens et communs: 80.00-140.00\$.

Lundi le 23 novembre il s'est vendu 49 truies à un prix moyen de 35.83\$/100 lbs, 10 verrats à un prix moyen de 24.74\$/100 lbs. Il s'est vendu aussi 281 porcelets à un prix moyen de 25.79\$ (les bons jusqu'à 40\$).

Prix du porc à l'indice 100: Lundi: 146.02\$(Que.). Mardi: 146.01\$(Que.). Mercredi: 145.54\$(Que.). Jeudi: 143.00\$(Ont.).

Agneaux de lait: 39 lbs et moins: 160.00-184.00\$, 40-49 lbs: 157-173.00\$, 50 lbs et plus: 100-160.00\$. Agneaux léger de 70 lbs et moins: 95-109.00\$.

LES TAUX D'INTÉRÊT

	Cette semaine	La semaine dernière
CANADA		
TAUX D'ESCOMPTE	8,82	7,95
TAUX PRÉFÉRENTIEL	9,75	9,00
BONS DU TRÉSOR		
Canada, 91 jours	8,10	7,70
Québec, 91 jours	8,25	8,07
CERTIFICATS DE DÉPÔT		
5 ans semi-annuel	7,75	7,75
OBLIGATIONS		
Canada, 3 ans	7,30	7,20
Canada, 5 ans	7,55	7,55
Canada, 10 ans	8,05	8,10
Canada, 20 ans	8,60	8,60
Québec, 5 ans	8,40	8,35
Québec, 10 ans	9,05	9,10
Québec, 20 ans	9,65	9,60
Ont., Hydro, 5 ans	8,10	8,15
Ont., Hydro, 10 ans	8,90	8,90
TAUX HYPOTHÉCAIRES		
1 an	8,75	8,50
3 ans	9,00	9,00
5 ans	9,50	9,50
TAUX D'ESCOMPTE U.S.	3	3
TAUX PRÉFÉRENTIEL U.S.	6	6

Centre Liquidation Montréal

52 000 pi² -50% à -70%

Le plus grand centre au Canada de liquidation d'ameublement de bureau

Surplus d'inventaires de manufacturiers

301, rue St-Antoine Ouest Montréal, Édifice Pascal

Tél.: 879-1515, fax: 879-1012

ENCAN IMMOBILIER

Le mercredi 9 décembre 1992 à 11 h

Au: 3691, chemin de Chambly, intersection boul. Vauquelin, Ville de Longueuil

Description: Bâtiment commercial avec équipements de restauration inclus érigé sur un terrain de coin de 52 299,5 pi ca extrêmement achalandé.

Zonage: Commerce de détail ou de service

Documentation complète au cahier des charges disponible lors de l'inspection.

Visites: les 1^{er} et 4 décembre 1992 à 10 h précises.

Mise à prix sans réserve: 75 % de l'évaluation municipale.

Norman Laberge, F.R.I. Tour de la Banque Nationale du Canada 600, rue De La Gauchetière Ouest Bureau 1900 MONTRÉAL (Québec) H3B 4L8 Tél.: (514) 878-2691 / (514) 769-6300

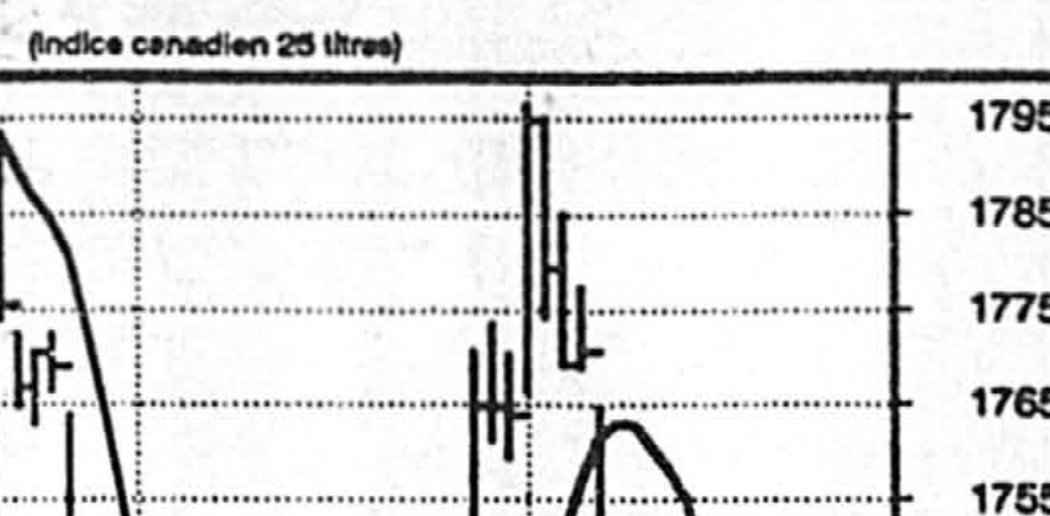
COURTIER R.C.S.I. INC. Partie intégrante de Raymond Chabot Martin Paré

ENCAN LIQUIDEUR ÉVALUATEUR

BROSSEAU

MONTRÉAL

VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE COMPOSÉ



Le titre est énuméré par ordre alphabétique de noms de sociétés. Seuls apparaissent les titres transigés au cours de la période. La valeur des titres est exprimée en cents sauf si la mention « \$ » apparaît.

Div (1) = Dividende par action sur une base annuelle. C(1) = Cours de l'action divisé par le bénéfice annuel par action.

Ventes = En unités sauf si la mention « \$ » (centaines) apparaît, pour les Bourses canadiennes. A la Bourse de New York et à l'AMEX, tous les montants sont exprimés en centaines sauf si la mention « \$ » (unités) apparaît.

Bas = Plancher touché par le titre au cours de la période. Ferm. = Cours à l'arrêt des transactions. Ch = Variation par rapport au cours de fermeture de la séance précédente (lot régulier).

(1) Données disponibles pour les Bourses américaines seulement.

EXPLICATION DES CODES

BOURSES DE MONTRÉAL ET TORONTO

BOURSE DE VANCOUVER

BOURSES DE NEW YORK ET AMEX

VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS: 6253000

INDICES DE MONTRÉAL

Table with 2 columns: Index Name and Value. Includes MARCHÉ CANADIEN (XOM), MARCHÉ BANCAIRE (XOB), HYDROCARBURES (XCO), MINES/MÉTALLS (XCM), PROD. FORESTIERS (XCF), BIEN D'ÉQUIP. (XCI), SERV. PUBLICS (XCU).

Source: Decision-Plus Inc.

COMMENT LIRE LES COTES DE LA BOURSE

Les titres sont énumérés par ordre alphabétique de noms de sociétés. Seuls apparaissent les titres transigés au cours de la période. La valeur des titres est exprimée en cents sauf si la mention « \$ » apparaît.

Div (1) = Dividende par action sur une base annuelle. C(1) = Cours de l'action divisé par le bénéfice annuel par action.

Ventes = En unités sauf si la mention « \$ » (centaines) apparaît, pour les Bourses canadiennes. A la Bourse de New York et à l'AMEX, tous les montants sont exprimés en centaines sauf si la mention « \$ » (unités) apparaît.

Bas = Plancher touché par le titre au cours de la période. Ferm. = Cours à l'arrêt des transactions. Ch = Variation par rapport au cours de fermeture de la séance précédente (lot régulier).

(1) Données disponibles pour les Bourses américaines seulement.

EXPLICATION DES CODES

BOURSES DE MONTRÉAL ET TORONTO

BOURSE DE VANCOUVER

BOURSES DE NEW YORK ET AMEX

VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS: 6253000

INDICES DE MONTRÉAL

Table with 2 columns: Index Name and Value. Includes MARCHÉ CANADIEN (XOM), MARCHÉ BANCAIRE (XOB), HYDROCARBURES (XCO), MINES/MÉTALLS (XCM), PROD. FORESTIERS (XCF), BIEN D'ÉQUIP. (XCI), SERV. PUBLICS (XCU).

Source: Decision-Plus Inc.

Ventes Haut Bas Ferm. Net

Table of stock prices for various companies including Cabano, CIBC, and others. Columns include company name, price, and change.

Ventes Haut Bas Ferm. Net

Table of stock prices for various companies including Alcan, Bell, and others. Columns include company name, price, and change.

Ventes Haut Bas Ferm. Net

Table of stock prices for various companies including Valeur, Bell, and others. Columns include company name, price, and change.

Ventes Haut Bas Ferm. Net

Table of stock prices for various companies including Echo Bay, Enbridge, and others. Columns include company name, price, and change.

Ventes Haut Bas Ferm. Net

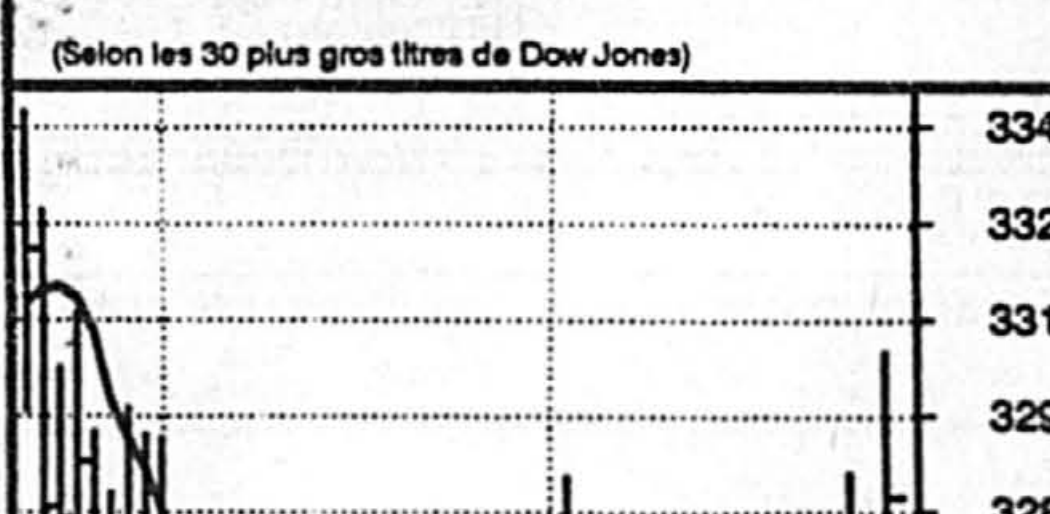
Table of stock prices for various companies including Alcan, Bell, and others. Columns include company name, price, and change.

Ventes Haut Bas Ferm. Net

Table of stock prices for various companies including Valeur, Bell, and others. Columns include company name, price, and change.

NEW YORK

VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE COMPOSÉ



Le titre est énuméré par ordre alphabétique de noms de sociétés. Seuls apparaissent les titres transigés au cours de la période. La valeur des titres est exprimée en cents sauf si la mention « \$ » apparaît.

Div (1) = Dividende par action sur une base annuelle. C(1) = Cours de l'action divisé par le bénéfice annuel par action.

Ventes = En unités sauf si la mention « \$ » (centaines) apparaît, pour les Bourses canadiennes. A la Bourse de New York et à l'AMEX, tous les montants sont exprimés en centaines sauf si la mention « \$ » (unités) apparaît.

Bas = Plancher touché par le titre au cours de la période. Ferm. = Cours à l'arrêt des transactions. Ch = Variation par rapport au cours de fermeture de la séance précédente (lot régulier).

(1) Données disponibles pour les Bourses américaines seulement.

EXPLICATION DES CODES

BOURSES DE MONTRÉAL ET TORONTO

BOURSE DE VANCOUVER

BOURSES DE NEW YORK ET AMEX

VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS: 107057000

INDICES DE NEW-YORK

Table with 2 columns: Index Name and Value. Includes COMPOSÉ INDUSTRIELLES, TRANSPORTS, SERVICES PUBLICS, FINANCE.

Source: Decision-Plus Inc.

Ventes Haut Bas Ferm. Net

Table of stock prices for various companies including Abilabs, Alcan, and others. Columns include company name, price, and change.

Ventes Haut Bas Ferm. Net

Table of stock prices for various companies including Alcan, Bell, and others. Columns include company name, price, and change.

Ventes Haut Bas Ferm. Net

Table of stock prices for various companies including Alcan, Bell, and others. Columns include company name, price, and change.

Ventes Haut Bas Ferm. Net

Table of stock prices for various companies including Valeur, Bell, and others. Columns include company name, price, and change.

Ventes Haut Bas Ferm. Net

Table of stock prices for various companies including Alcan, Bell, and others. Columns include company name, price, and change.

Ventes Haut Bas Ferm. Net

Table of stock prices for various companies including Alcan, Bell, and others. Columns include company name, price, and change.

Ventes Haut Bas Ferm. Net

Table of stock prices for various companies including Valeur, Bell, and others. Columns include company name, price, and change.

Advertisement for Fiducie Desjardins featuring a large '8%' interest rate and the slogan 'UN CPG À NE PAS MANQUER!'.

DOLLAR

MONTRÉAL (PC) - Le dollar des États-Unis était à la hausse de 0,50 cent vendredi, et cotait à 1,28655 en fonds canadiens. Il cotait à 1,28155, la fermeture, jeudi. La livre sterling a perdu 0,59 cent et cotait à 1,94525.

Le dollar du Canada a fermé en baisse de 0,30 cent et cotait à 0,7735 en fonds américains. La livre sterling a perdu 1,05 cent et cotait à 1,51205.

Ces cotes ont été fournies par la Banque de Montréal.

Table of exchange rates for various currencies including USD, GBP, and others.

LA DIVISION INTERNATIONALE À MONTRÉAL

Stock trading in US, Stock trading in Canada, and other international market data.

Q/R

Table of stock prices for various companies including Alcan, Bell, and others.

K/L

Table of stock prices for various companies including Alcan, Bell, and others.

M/N

Table of stock prices for various companies including Alcan, Bell, and others.

O/P

Table of stock prices for various companies including Alcan, Bell, and others.

S/T

Table of stock prices for various companies including Alcan, Bell, and others.

Q/R

Table of stock prices for various companies including Alcan, Bell, and others.

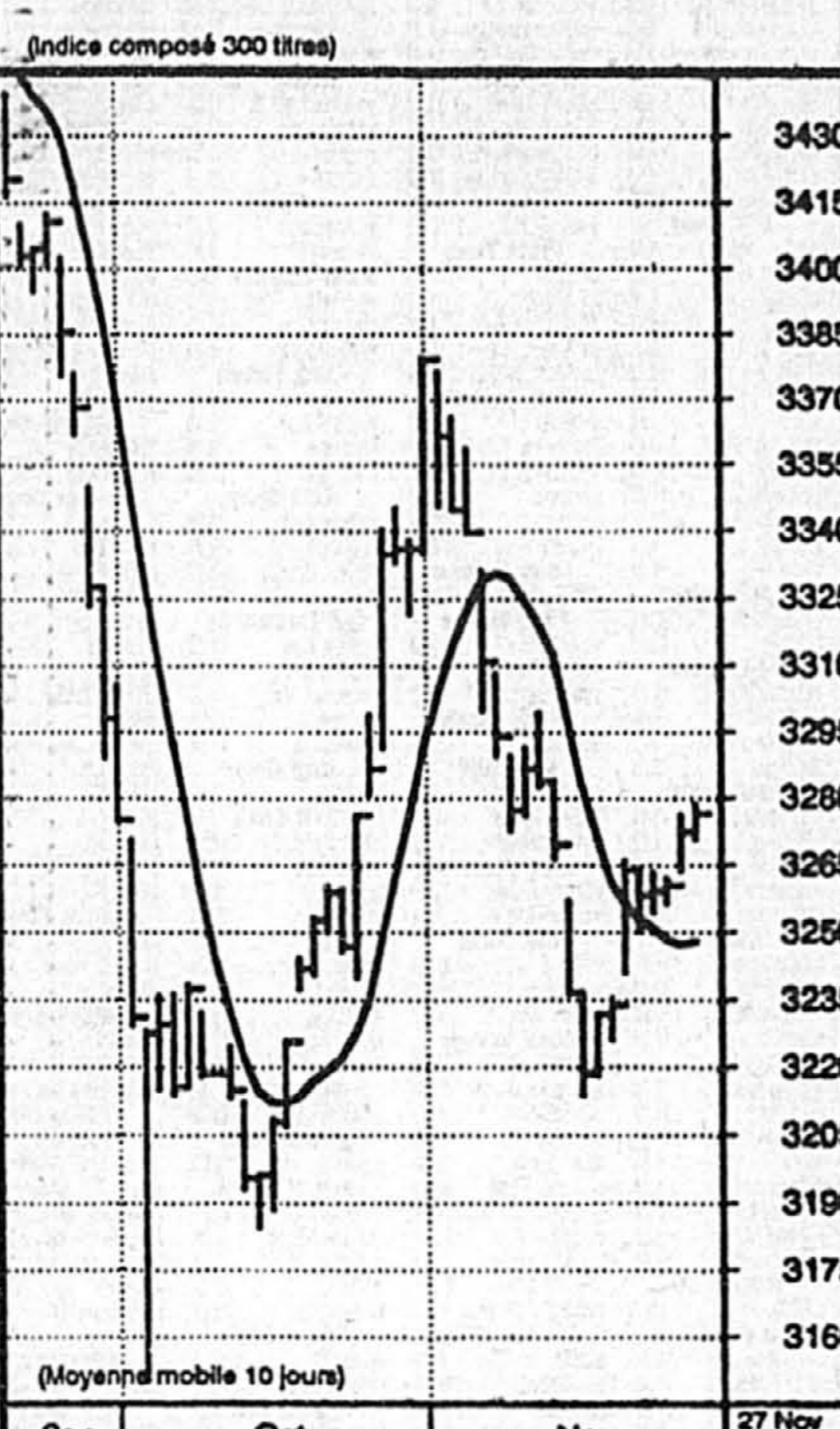
O/P

Table of stock prices for various companies including Alcan, Bell, and others.

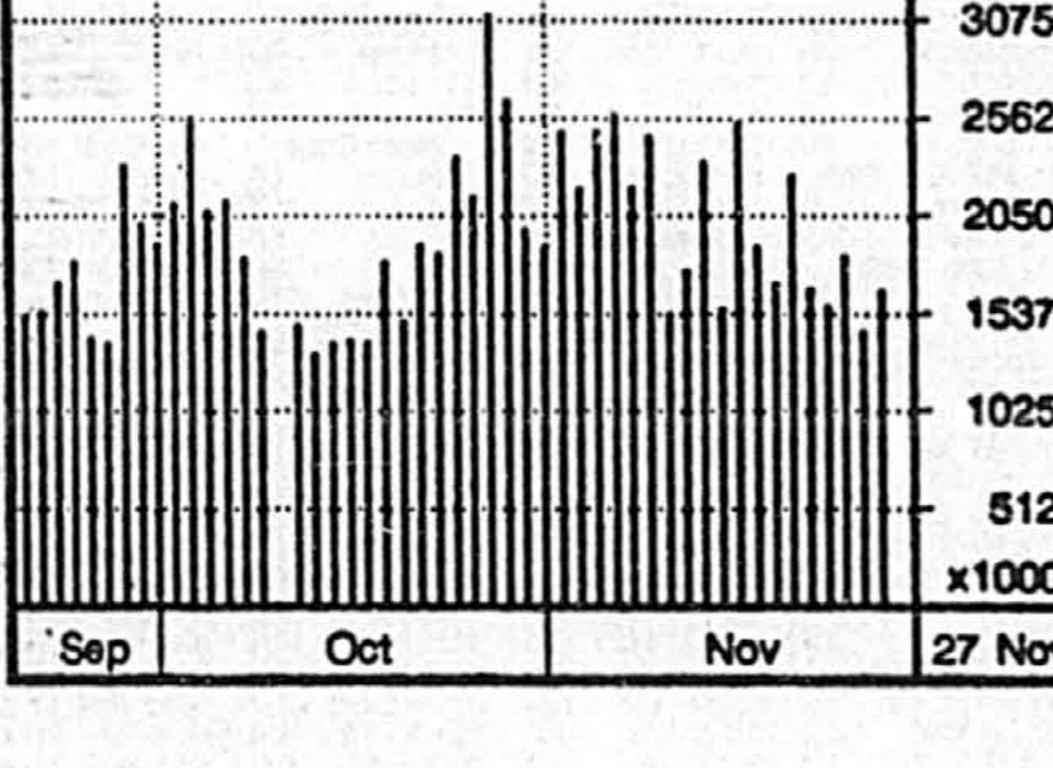
suite à la page C 6

TORONTO

VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE COMPOSÉ



VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS



INDICES DE TORONTO

Table of Toronto indices including 300/COMPOSÉ, SERV. FINANCIERS, MINES ET MÉTAUX, etc.

INDICE TSE 35

Table for TSE 35 index showing Haut, Fermeture, Bas, and Volume.

Source: Decision-Plus Inc.

Main market listing table with columns for stock symbols, prices, and changes. Includes sections A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, L, M, N, O, P, Q, R, S, T, U, V, W, X, Y, Z.

VOLUME: 16 100 000

INDICE GÉNÉRAL FERMETURE 647 00 + 076

Table of market volume and general index data.

Main market listing table for Vancouver, with columns for stock symbols, prices, and changes. Includes sections A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, L, M, N, O, P, Q, R, S, T, U, V, W, X, Y, Z.

ALBERTA

DENREES AGRICOLES

Table of Alberta and agricultural products prices.

La bourse en bref

MONTRÉAL

Table with 2 columns: Volume (Vendredi, Jeudi) and Faits saillants (Actions trans., Gains, Pertes, etc.)

TORONTO

Table with 2 columns: Volume (Vendredi, Jeudi) and Faits saillants (Actions trans., Gains, Pertes, etc.)

NEW YORK

Table with 2 columns: Volume (Vendredi, Mercredi) and Faits saillants (Actions trans., Gains, Pertes, etc.)

NASDAQ

Table with 2 columns: Volume (Vendredi, Mercredi) and Faits saillants (Actions trans., Gains, Pertes, etc.)

NEW YORK

Table with 2 columns: Volume (Vendredi, Mercredi) and Faits saillants (Actions trans., Gains, Pertes, etc.)

NASDAQ

Table with 2 columns: Volume (Vendredi, Mercredi) and Faits saillants (Actions trans., Gains, Pertes, etc.)

LES DEVISES

Table of exchange rates for various currencies including USD, GBP, JPY, etc.

MARCHÉ DES OPTIONS - (Chicago)

Table of option market data for various stocks and indices.

FONDS MUTUELS

Table of mutual fund performance and holdings.

LES OBLIGATIONS

Table of government and corporate bond yields.

PROVINCIAL

Table of provincial stock market data.

LES METAUX

Table of metal prices for various commodities.

NEW YORK

Table of New York stock market data including volume and key facts.

NASDAQ

Table of NASDAQ stock market data including volume and key facts.

LES OBLIGATIONS

Table of bond market data including yields and prices.

PROVINCIAL

Table of provincial market data including various stock indices.

LES METAUX

Table of metal market data including prices for gold, silver, and copper.

LES GRAINS

Table of grain market data including wheat and corn prices.

CONTRATS A TERME DE LA BOURSE DE MONTRÉAL

Table of Montreal stock market futures contracts.

CONTRATS A TERME DE LA BOURSE DE MONTRÉAL

Table of Montreal stock market futures contracts.

L'OR

Table of gold market data including prices and trends.

TITRES AU COMPTOIR (DE TORONTO)

Table of Toronto stock market data for various companies.

LES GRAINS

Table of grain market data including wheat and corn prices.

INDICES SUR OPTIONS STANDARD & POOR 4 CHICAGO

Table of Chicago options market data for Standard & Poor 400.

CONTRATS A TERME DE LA BOURSE DE MONTRÉAL

Table of Montreal stock market futures contracts.

L'OR

Table of gold market data including prices and trends.

TITRES AU COMPTOIR (DE TORONTO)

Table of Toronto stock market data for various companies.

Décus du gouvernement, les électeurs se tournent vers le Bloc québécois

La cote d'impopularité des conservateurs grimpe à 74 % au Québec

PHILIPPE DUBUISSON
du bureau de La Presse
OTTAWA

Majoritairement insatisfaits du gouvernement Mulroney, les électeurs québécois se tournent vers le Bloc québécois pour le représenter à Ottawa, révèle un sondage CROP mené au Québec sur les intentions de vote au niveau fédéral.

Réalisé du 19 au 25 novembre, ce sondage indique que la popularité du gouvernement Mulroney est en chute libre en cet automne post-référendaire où les mauvaises nouvelles sur le plan économique se multiplient.

Selon les résultats du sondage CROP, qui repose sur 1000 entrevues, 74 p. cent des électeurs québécois se déclarent peu ou pas du tout satisfaits de l'actuel gouvernement conservateur, une hausse de trois points de pourcentage par rapport au mois d'août.

Seulement 22 p. cent des répondants s'estiment relativement satisfaits. Le taux de satisfaction se situait à 27 p. cent en août, au moment où une entente constitutionnelle demeurait possible.

Le mécontentement à l'égard du gouvernement Mulroney étant généralisé à toutes les couches de la population, il se traduit par une diminution de 6 points de pourcentage dans

les intentions de vote pour le Parti conservateur, qui n'obtient plus que 13 p. cent des préférences exprimées.

Ce sondage, comparé aux résultats des dernières élections fédérales, indique que la très grande majorité des indécis ont voté pour le Parti conservateur de Brian Mulroney le 21 novembre 1988. Aux dernières élections, les résultats étaient comme suit: conservateurs 53 p. cent, libéraux 30 p. cent, néo-démocrates 14 p. cent. Le Bloc québécois n'a été créé qu'en 1990.

Les résultats de ce sondage montrent que les troupes de Lucien Bouchard devançant largement celles de Jean Chrétien dans la grande région de Québec (50 p. cent contre 20 p. cent) et en province (48 p. cent contre 26 p. cent). Dans la région de Montréal, l'avance du Bloc québécois sur les libéraux est de 4 points (37 p. cent contre 33 p. cent).

Chez les francophones, le Bloc québécois obtient 51 p. cent de la faveur populaire, contre 21 p. cent pour les libéraux et 14 p. cent pour les conservateurs. La population non francophone appuie majoritairement les libéraux (69 p. cent), suivis loin derrière par le NPD (14 p. cent) et les conservateurs (8 p. cent).

Un échantillon de cette taille comporte une marge d'erreur de 3 p. cent, dans un sens ou dans l'autre, 19 fois sur 20.

Le gouvernement Mulroney tablait à la fois sur le renouvellement de la Constitution et une relance des activités économiques pour remonter dans la faveur populaire. L'Accord de Charlottetown a été rejeté et l'économie montre très peu de signes de reprise.

C'est le Bloc québécois, dont le chef Lucien Bouchard a été très visible en faisant campagne pour le NON au référendum, qui obtient le plus haut pourcentage des préférences exprimées, soit 43 p. cent. Il s'agit d'un gain de 4 points par rapport aux intentions de vote à la fin-août.

Le plus proche adversaire du Bloc québécois, le Parti libéral de Jean Chrétien, demeure loin derrière, recueillant 29 p. cent des intentions exprimées, une baisse d'un point. Enfin, les néo-démocrates d'Audrey McLaughlin ferment la marche avec 12 p. cent des intentions de vote, une hausse de deux points.

La situation peut toutefois changer sensiblement d'ici les élections fédérales, qui seront déclenchées au plus tard à l'automne 1993, car 29 p. cent des personnes interrogées se sont montrées indécises ou discrètes quant à leurs intentions de vote.

Avant la redistribution proportionnelle des indécis, les résultats se présentent comme

Méthodologie

Les résultats du sondage reposent sur 1000 entrevues téléphoniques effectuées du 19 au 25 novembre 1992 dans le cadre du sondage omnibus CROP-EXPRESS. Le questionnaire comprenait une cinquantaine d'informations et la durée moyenne des entrevues complétées a été évaluée à 10 minutes.

Les répondants ont été choisis à l'aide d'une grille de sélection aléatoire parmi les personnes de 18 ans et plus résidant dans les ménages sélectionnés et aptes à répondre aux questions en français ou en anglais. Aucune substitution de ménage ou de personne n'était permise. L'échantillon de ménages a été tiré selon la méthode « probabiliste » des listes publiées des abonnés du téléphone de l'ensemble du Québec. Pour les fins du sondage, le Québec a été subdivisé en trois régions: Montréal métro, Québec métro et la province.

Les entrevues ont été réalisées à partir du central téléphonique de CROP à Montréal. Sur les 1417 numéros de téléphones jugés valides, 1000

entrevues ont pu être réalisées pendant la période allouée au sondage, soit un taux de réponse de 71 pour cent. La provenance des répondants se distribue comme suit: Montréal métro 506; Québec métro 252; province 242. Parmi les personnes interviewées, 545 étaient des femmes et 455 des hommes; 867 ont mentionné que le français était la langue le plus souvent parlée à la maison et 133 ont mentionné l'anglais ou une autre langue.

Lors de leur compilation, les résultats furent pondérés sur la base des statistiques du recensement de 1991, afin de refléter la distribution de la population adulte du Québec selon le sexe, l'âge, la langue et la région de résidence des répondants.

D'un point de vue statistique, un échantillon de cette taille (n = 1000) est précis à 3 points près, 19 fois sur 20. Rappelons que la marge d'erreur augmente lorsque les résultats portent sur des sous-groupes de l'échantillon.

Claude GAUTHIER
Vice-président et directeur de la recherche

Mazankowski promet quelques mesures de création d'emplois

MANON CORNELIER
de la Presse Canadienne
OTTAWA

Le ministre fédéral des Finances Don Mazankowski a laissé entendre hier que son énoncé économique prévu pour mercredi prochain pourrait inclure quelques mesures de création d'emplois.

«Un de nos points forts sera d'investir dans les gens, d'investir stratégiquement nos capitaux, d'investir dans les infrastructures d'une façon qui soit abordable, tout en reconnaissant que nous avons très peu de marge de manoeuvre sur le plan fiscal», a-t-il déclaré lors de la période des questions.

M. Mazankowski, qui faisait référence à l'énoncé économique qu'il doit faire mercredi, a précisé qu'il entendait travailler en coopération avec les provinces.

Cela fait près d'un an que le chef libéral Jean Chrétien demande au gouvernement d'investir dans les infrastructures routières et municipales et de créer des programmes pour remettre les 1,6 million de chômeurs canadiens au travail.

L'annonce, hier, de plusieurs milliers de mises à pied a poussé l'opposition à revêtir à la charge. En bref, 903 fonctionnaires montréalais perdront leur emploi en 1993 et 2000 employés de l'acierie Dofasco, à Hamilton, seront sur le pavé d'ici septembre. Il en sera de même pour plus de 300 mineurs à Chibougamau, pour environ 500 employés de la Pratt and Whitney et, d'ici cinq ans, pour 10000 travailleurs du Canadien National.

«Pour ces gens, a souligné le chef libéral Jean Chrétien, la récession n'est pas finie. Elle ne fait que commencer.» Il a invité le ministre des Finances à revoir ses politiques économiques et, surtout, à arrêter sa lutte acharnée à l'inflation.

Harcelé de questions, M. Mazankowski a répété à maintes reprises que le Canada avait connu cinq trimestres de croissance modeste, que la productivité s'était améliorée, que les exportations et les ventes au détail avaient augmentées et que 64000 nouveaux emplois avaient été créés.

Le chef libéral a répliqué en accusant le ministre de refuser de voir la réalité en face. Il l'a pressé, pour la énième fois, d'investir, avec les provinces et les municipalités, dans les infrastructures.

C'est alors que M. Mazankowski a glissé un mot sur ses intentions mais il a refusé de préciser l'importance du programme qu'il envisage. A sa sortie de la Chambre, il a invité tout le monde à attendre son exposé économique de mercredi prochain.

Le gouvernement s'est montré mieux disposé à l'endroit d'une autre demande de M. Chrétien, soit l'amélioration de l'accès au crédit pour les petites entreprises.

Le ministre responsable des petites entreprises, M. Tom Hockin, a indiqué qu'il a rencontré les représentants des grandes banques à ce sujet il y a deux semaines. Il les a invités à assouplir leurs règles et a annoncé qu'il comptait modifier la Loi sur les prêts aux petites entreprises.

Mais le président du Conseil du Trésor Gilles Loiselle a prévenu l'opposition. Le 2 décembre, il n'y aura pas de miracle.

«On va essayer de voir si on peut accélérer certains projets mais on ne doit pas s'imaginer que le gouvernement va se substituer à l'économie véritable et dépenser l'argent qu'il n'a pas. Il faudrait alors augmenter les taxes et ce n'est pas possible, les taxes sont déjà beaucoup trop élevées», a-t-il confié à sa sortie de la Chambre des Communes.

À l'extérieur des Communes, M. Chrétien a aussi suggéré de raviver un ancien programme de prêts privilégiés pour la rénovation résidentielle dans les centres-villes.

«Ce dont nous avons vraiment besoin, c'est de remonter le moral des Canadiens, de leur donner un élan», a-t-il conclu.



«Dans le cadre du dernier référendum, le PLO n'a pas proposé aux Québécois un pas en avant significatif», a expliqué Mario Dumont en conférence de presse, hier.

«La preuve que les libéraux n'ont rien compris»

Presse Canadienne
QUÉBEC

Le sort réservé par le Parti libéral du Québec à Mario Dumont prouve que le PLQ «n'a rien compris du message que la population a formulé au référendum du 26 octobre dernier», croit le député péquiste de Lac-Saint-Jean, Jacques Brassard.

«En se débarrassant du nationalisme, le PLQ revient au bercail idéologique qui était le sien, soit d'un fédéralisme très orthodoxe, a déclaré M. Brassard lors d'un entretien téléphonique où il était invité à commenter l'expulsion de l'exé-

cutif du PLQ de Mario Dumont, ex-président de la Commission jeunesse du parti. M. Dumont a quitté officiellement vendredi matin les rangs de cette formation politique.

Le député péquiste a noté que l'aile nationaliste du PLQ, avait fait l'objet d'une «véritable purge».

«Le Parti québécois est ouvert et prêt à accueillir toute personne qui croit à la souveraineté du Québec, mais il n'est pas question de faire une opération racolage» pour recueillir M. Dumont, a poursuivi M. Brassard.

«Au sein du PLQ, tu as le choix entre quitter le bateau ou bien prendre ton trou», a dit M. Brassard.

Mario Dumont claque la porte du Parti libéral

MARIO GILBERT
de la Presse Canadienne

Un mois après le référendum, le président de la Commission jeunesse du Parti libéral du Québec, Mario Dumont, et plusieurs de ses collègues ont claqué, hier, la porte du PLQ qu'on leur avait de toute façon montrée sans équivoque, jeudi soir.

M. Dumont et les trois autres représentants des jeunes au sein du comité exécutif du PLQ avaient été suspendus, la veille, par les instances du parti, conformément à son code d'éthique. Leur suspension, effective jusqu'au prochain congrès, dans 18 mois, équivalait en pratique à une expulsion.

On a reproché aux dissidents d'avoir milité activement dans le camp du Non lors de la campagne référendaire sur l'entente de Charlottetown, en octobre dernier. Mario Dumont et ses collègues de la tendance nationaliste de la commission jeunesse du PLQ avaient alors joint Me Jean Allaire, président de la commission juridique du parti et auteur du fameux rapport que les jeunes avaient réussi à faire adopter lors du congrès de mars 1991. Le congrès spécial d'août dernier devait annuler tous ces efforts.

Leur suspension des instances du PLQ est perçue par les démissionnaires comme un «règlement de comptes de la campagne référendaire» et un «refus du verdict donné par la population le 26 octobre dernier».

Hier matin, M. Dumont et ses collègues ont donc remis leur démission de la Commission jeunesse, et plusieurs, comme lui, ont même quitté le parti. Déjà, 21 des 32 membres de l'exécutif de la Commission jeunesse avaient signé la lettre

de démission collective remise au premier ministre Robert Bourassa, qui a présidé la réunion «disciplinaire» du comité exécutif du PLQ, jeudi soir.

Les autres jeunes démissionnaires du comité exécutif du parti sont Dany Morin, vice-président des jeunes à l'exécutif, et Marie-Claude Barrette et Jean Robert, conseillers.

«Malgré notre profonde conviction d'avoir toujours représenté les jeunes du Parti libéral, nous constatons aujourd'hui qu'il n'y a plus de place pour nous au sein de ce parti», écrivent les démissionnaires.

«Notre vision de la politique et de l'avenir du Québec diffère de celle qui prévaut chez les dirigeants du parti depuis la campagne référendaire d'une manière qui est trop marquée pour être passée sous silence.»

«Dans le cadre du dernier référendum, le PLQ n'a pas proposé aux Québécois un pas en avant significatif», a expliqué Mario Dumont en conférence de presse, hier. «C'est lourd de conséquences.»

«Quand on repète aux Québécois pendant deux ans que le PLQ et le gouvernement qui en est issu n'accepteront pas d'entente à rabais, la population le croit», écrivent encore les démissionnaires. «Nous y avons cru aussi et c'est peut-être de ce côté-là qu'il faut chercher la raison principale qui nous a poussés à agir» de la sorte.

Mario Dumont a indiqué qu'il ne songeait pas pour autant à rallier le Parti québécois, qui ne devrait pas manquer de courtiser ce libéral nationaliste militant pour le Non lors du référendum d'octobre dernier. «Si j'avais voulu le faire, je l'aurais fait avant d'être expulsé du parti», a-t-il dit, imperturbable comme toujours malgré les événements des dernières 24 heures.

Par contre, la «troisième voie», évoquée depuis quelques semaines dans les corridors du PLQ par des libéraux de tendance «nationaliste», le séduit davantage. «Beaucoup de gens (dans la population) m'en parlent, tout est possible, mais c'est une chose d'en parler, et une autre de le faire», a-t-il dit.

Il semble que si un leader naturel se chargeait de fonder un tel parti au Québec, plusieurs libéraux déçus, comme Mario Dumont, sauteraient dans l'aventure et imiteraient ainsi René Lévesque, qui avait fondé le Parti québécois après avoir claqué la porte du PLQ.

Pour l'instant, l'étudiant en économie de l'université Concordia, à Montréal, terminera son baccalauréat, avant d'aller étudier, «si j'ai l'argent», dans une université américaine.

L'enseignement du français bat des records au Canada anglais

Plus de la moitié des élèves étudient maintenant la deuxième langue officielle

MAURICE GIRARD
de la Presse Canadienne
OTTAWA

En dépit des tensions entre le Québec et le reste du Canada, l'enseignement du français, langue seconde, bat des records de popularité au Canada anglais, et ce malgré la baisse généralisée des inscriptions dans les écoles du primaire et du secondaire à travers le pays.

Depuis les années 1970, le pourcentage d'élèves étudiant le français est passé du tiers à plus de la moitié quoique l'engouement pour la deuxième langue officielle du pays s'est quelque peu affaibli depuis 1983, révèle Statistique Canada dans son dernier numéro consacré à la «Langue de la minorité et langue seconde dans l'enseignement, niveaux élémentaire et secondaire».

«Si on examine les données pour cette période, on constate en effet que le nombre d'inscriptions au cours de français, langue seconde, au Canada anglais a atteint un sommet avec 2026532 inscrip-

tions, un record de tous les temps», a indiqué hier à la Presse Canadienne, Mme Elaine Fournier, chargée de l'étude.

En contrepartie, il semble de plus en plus difficile d'étudier dans sa propre langue quand on fait partie d'une minorité. Que ce soit les francophones hors Québec ou les anglo-québécois, l'agence fédérale de la statistique révèle une chute parfois inquiétante des inscriptions au cours de la période recensée, soit les deux décennies qui se sont écoulées entre 1970 et 1990.

Pour l'année scolaire 1990-1991, on dénombrait ainsi plus de deux millions d'élèves anglophones, dont la moitié d'Ontariens, qui apprenaient le français une ou plusieurs fois par semaine ou même se retrouvaient dans des classes d'immersion. Au total, trois quarts des écoles pré-colégiales au Canada anglais offraient l'apprentissage de la langue seconde.

Par comparaison à 1970, il s'agit d'une hausse de 37 pour cent qui marque un point tournant dans l'histoire du pays: c'est en effet la première fois que le nombre d'élèves inscrits à un cours de fran-

çais dépasse en nombre ceux qui n'y sont pas. Le phénomène a été enregistré avec plus d'acuité dans les provinces de l'Est, qui ont fait état de hausses variant de 33 pour cent à 58 pour cent, tandis que l'Alberta devait se contenter d'un accroissement de 10,4 pour cent.

En chiffres absolus, il s'agit d'une augmentation de 552000 places, phénomène d'autant plus significatif que l'étude porte sur une période où le nombre d'élèves inscrits à l'élémentaire et au secondaire était, comme au Québec, en chute libre, avec 224000 élèves de moins au Canada anglais pour cette période.

Quant aux classes d'immersion, 1810 écoles offraient l'étude intensive de français dans les provinces anglophones à 250000 élèves, «ce qui représente 16 pour cent des écoles publiques en 1990-1991, seul le Yukon n'offrait pas ce service», note Statistique Canada.

S'il est donc plutôt facile d'apprendre la langue seconde au Canada anglais, c'est une toute autre histoire de le faire dans sa propre langue quand on fait partie d'une minorité. De 1970 à 1990, le nombre de francophones hors Québec

étudiant dans leur langue est tombé de 21 pour cent, passant de 196000 en 1970 à 156000 en 1990.

Statistique Canada note cependant une faible hausse de un pour cent l'an dernier, attribuable à l'ouverture de classes à Terre-Neuve et à un accroissement de la population étudiante francophone en Ontario (1200 de plus).

De toutes les minorités, c'est cependant l'anglo-québécoise qui aura été la plus sévèrement touchée par la décroissance ces 20 dernières années, attribuable en partie par Statistique Canada à l'exode des membres de la communauté anglophone et à l'entrée en vigueur de nouvelles lois sur la langue d'enseignement.

En 20 ans, le nombre d'inscriptions aux écoles anglophones du Québec a accusé un recul draconien de 59 pour cent, passant de 249000 à 101000 élèves.

Au Québec, l'étude de l'anglais débute en quatrième année du primaire jusqu'à l'obtention d'un diplôme. Les cours d'immersion en langue française a touché l'an dernier 31000 étudiants.

Heures d'ouverture: le gouvernement ne promet plus rien avant les Fêtes

ANDRÉ PÉPIN
du bureau de La Presse
QUÉBEC

Le gouvernement du Québec demeure déterminé à élargir les heures d'ouverture des commerces, mais il refuse maintenant de promettre l'adoption d'une nouvelle législation en ce sens avant l'ajournement des travaux de l'Assemblée nationale pour la période des Fêtes.

«Le projet de loi 59 est déposé et il ne sera pas retiré. Nous pourrions entreprendre son étude la semaine prochaine, mais il est beaucoup trop tôt pour dire si nous pourrions l'adopter avant l'ajournement. Nous ne savons pas quelle attitude prendra l'opposition péquiste», a déclaré à La Presse hier Mme Sylvie Godin, la responsable des communications au bureau du premier ministre Robert Bourassa.

L'élargissement des heures d'ouverture proposé par le gouvernement prévoit l'ouverture des magasins à grandes surfaces le dimanche et un horaire prolongé pour chacun des jours de la semaine. De plus, les commerçants ne pourront punir les employés qui refuseront de travailler selon le nouvel horaire et ce, pour une période de trois ans suivant l'adoption de la nouvelle loi.

Les travaux de l'Assemblée nationale, normalement, seront interrompus le 23 décembre prochain et ne reprendront qu'en mars selon la coutume. Dans l'hypothèse où

l'opposition péquiste prendrait tous les moyens à sa disposition pour bloquer le projet de loi, il est possible que l'adoption soit reportée au printemps.

Le coup de maître que pourrait cependant réaliser le gouvernement serait d'abandonner les règles habituelles de la procédure et faire avaler de force son projet de loi en escamotant les étapes, comme le règlement de l'Assemblée nationale lui permet de le faire. Le cabinet de M. Bourassa refuse pour le moment d'indiquer clairement ses intentions.

Rappelons que le ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Gerald Tremblay, a essuyé jeudi un cuisant revers en présentant un projet de loi qui aurait permis aux commerçants d'ouvrir les portes des magasins dès dimanche prochain. Il a cependant commis l'erreur d'annoncer à l'avance cette mesure, avant de convaincre l'Assemblée nationale du bien-fondé de sa démarche. L'opposition péquiste a dit non, ce qui a obligé le ministre Tremblay à faire volte-face.

Le ministre, après avoir indiqué aux commerçants qu'ils pourraient ouvrir, a en effet été obligé de leur dire qu'ils s'exposaient à des poursuites, ce qui a semé l'inquiétude et surtout la confusion dans leurs rangs. En effet, plusieurs commerçants, convaincus de la bonne foi du gouvernement, avaient déjà entrepris une campagne publicitaire dans les grands médias pour annoncer l'ouverture de leurs boutiques dès demain. Or, la loi actuellement en vigueur leur interdit de le faire.

Le ministre de la Justice, M. Gil Remillard, procureur général de la province, a même an-

noncé de son siège qu'il ferait appliquer la loi actuelle si les commerçants ouvrent leurs portes demain. L'erreur gouvernementale est d'autant plus difficile à avaler pour les commerçants que le ministre Gerald Tremblay leur avait dit publiquement qu'ils pourraient ouvrir. Hier, dans les salles de nouvelles des médias, les communiqués d'indignation des commerçants pleuvaient.

Le Parti québécois reproche au gouvernement d'avoir agi trop vite, en accordant une autorisation sans consulter les élus. Un porte-parole péquiste a d'ailleurs confirmé hier à La Presse que sa formation continuerait sa lutte contre l'adoption de la nouvelle loi. «Même la Société des alcools du Québec refuse d'ouvrir ses portes le dimanche. Le gouvernement présente cette mesure comme un gage de réussite économique, mais il ne fait que répondre aux pressions du Club Price et quelques autres commerces», a dit un collaborateur du chef péquiste Jacques Parizeau.

L'erreur du gouvernement a été d'inclure dans le projet de loi la date du 29 novembre, soit demain, comme journée d'ouverture légale. Ce qui étonne, c'est que le président du comité de la législation est le ministre de la Justice, M. Gil Remillard, celui-là même qui a dit qu'il fera appliquer la loi si les commerçants des grandes surfaces ouvrent leurs portes demain. A son bureau, hier, on n'a émis aucun commentaire et personne ne peut savoir s'il poursuivra les contrevenants. Il suffirait qu'un commerçant, ou même un simple citoyen, s'avise de le faire pour que le ministre Remillard soit forcé d'agir.

Les réactions vont de la satisfaction à la déception

Presse Canadienne

Le projet de loi du ministre de l'Industrie et du Commerce, Gerald Tremblay, sur la libéralisation des heures d'affaires, a continué de susciter de nombreuses réactions, hier.

Pour sa part, le président-directeur général de l'Association des détaillants en alimentation du Québec (ADA), M. Michel Gadbois, a manifesté l'opposition de cet organisme en suggérant au gouvernement d'assurer un contrôle plus sévère des marchés aux puces, de diminuer les taxes sur les produits du tabac et sur l'essence à un niveau acceptable, et enfin... d'enlever aux fonctionnaires qui en détiennent une, leur carte de membre du Club Price.

M. Gadbois a déclaré dans un communiqué que personne dans le secteur alimentaire, à l'exception de Club Price, n'a formulé de demande en ce sens.

Selon l'ADA, qui dit représenter quelque 10 000 détaillants indépendants, les modifications proposées à la loi auront des conséquences «très dangereuses»

pour l'avenir du secteur alimentaire québécois.

«Ce qui est tragique derrière le projet actuel, c'est qu'il condamne à la disparition des PME québécoises et favorise le développement des supersurfaces de sociétés étrangères comme Club Price», a précisé M. Gadbois.

De son côté, le Regroupement québécois pour l'ouverture le dimanche s'est dit très déçu que les commerces ne puissent ouvrir dès dimanche prochain.

Estimant que les Québécois risquent de faire les frais de débats stériles, le Regroupement a demandé que le projet de loi déposé à l'Assemblée nationale soit adopté rapidement.

Cette coalition souligne que cette année les commerces ne sont ouverts que trois dimanches avant Noël au lieu de quatre comme l'an dernier.

La coalition est composée du Regroupement pour l'ouverture le dimanche, de l'Association des consommateurs du Québec et du Conseil québécois du commerce de détail.

À la direction de Club Price, on s'est dit renversé par les propos

qu'a tenus le chef de l'opposition, Jacques Parizeau, jeudi, lors du débat sur la libéralisation des heures d'ouverture le dimanche.

La direction de Club Price a qualifié d'affirmations gratuites les déclarations du chef péquiste qui a laissé entendre que le projet de loi sur les heures d'ouverture aurait été déposé sous la pression de cette chaîne.

À la Centrale des syndicats démocratiques (CSD), le président, Claude Gingras, a déclaré qu'il semble évident que la position du gouvernement répond à un lobbying très fort des grands magasins, tels le Club Price.

Selon M. Gingras, les consommateurs achètent aux États-Unis, non pas parce que les commerces y sont ouverts le dimanche, mais parce qu'ils n'ont pas à y payer la TPS et la TVQ sur leurs achats et parce que certains biens, comme l'essence et l'alcool, sujets à des taxes particulières canadienne et québécoise, sont beaucoup moins coûteux chez nos voisins du Sud.

Pour sa part, le Syndicat des travailleurs unis de l'alimentation et du commerce (TUAC-FTQ), considère que les changements prévus au projet de loi sont «inéluctables» en raison de la récession, du magasinage outre-frontière et de l'incapacité du gouvernement à faire respecter sa loi.

Il a blâmé le Parti québécois pour avoir retardé l'étude du projet de loi et l'accusé de mettre ainsi en péril les garanties qu'il contient pour protéger les acquis des travailleurs.

«Le consensus avait été atteint. En plus de correspondre à la volonté du syndicat représentant la quasi-totalité des employés syndiqués du commerce et de l'alimentation, ce consensus correspondait à la volonté de la majorité des consommateurs et des principaux intervenants de l'alimentaire et du non-alimentaire», a précisé le directeur québécois des TUAC et vice-président de la FTQ, M. Yvon Bellemare.

L'élargissement des heures d'ouverture a fait croître le commerce le... dimanche

SUZANNE DANSEREAU
Presse Canadienne
TORONTO

L'ouverture des commerces le dimanche en Ontario devait relancer l'économie. Créer des emplois. Faire grimper les ventes. Et entraver le fleau du magasinage transfrontalier.

Mais cinq mois après la libéralisation des heures d'affaires, le miracle ne s'est pas produit. Ce qui en est résulté toutefois, c'est l'établissement d'une nouvelle habitude de vie.

«La réponse est sans équivoque. Les gens sont là. Allez chez Eaton, et il y a de l'action, affirme Sigi Brough, porte-parole au siège social de Eaton à Toronto. Il y a des familles, de couples, des femmes seules.»

Selon l'économiste John Winter, auteur d'une étude sur l'impact de l'ouverture des commerces le dimanche en Alberta, les grandes bénéficiaires de cette mesure sont les femmes célibataires qui travaillent.

Mais il ne faut pas se leurrer. Les chiffres d'affaires ne grimpent pas de façon significative à cause de l'ouverture des commerces le dimanche. En Alberta, où

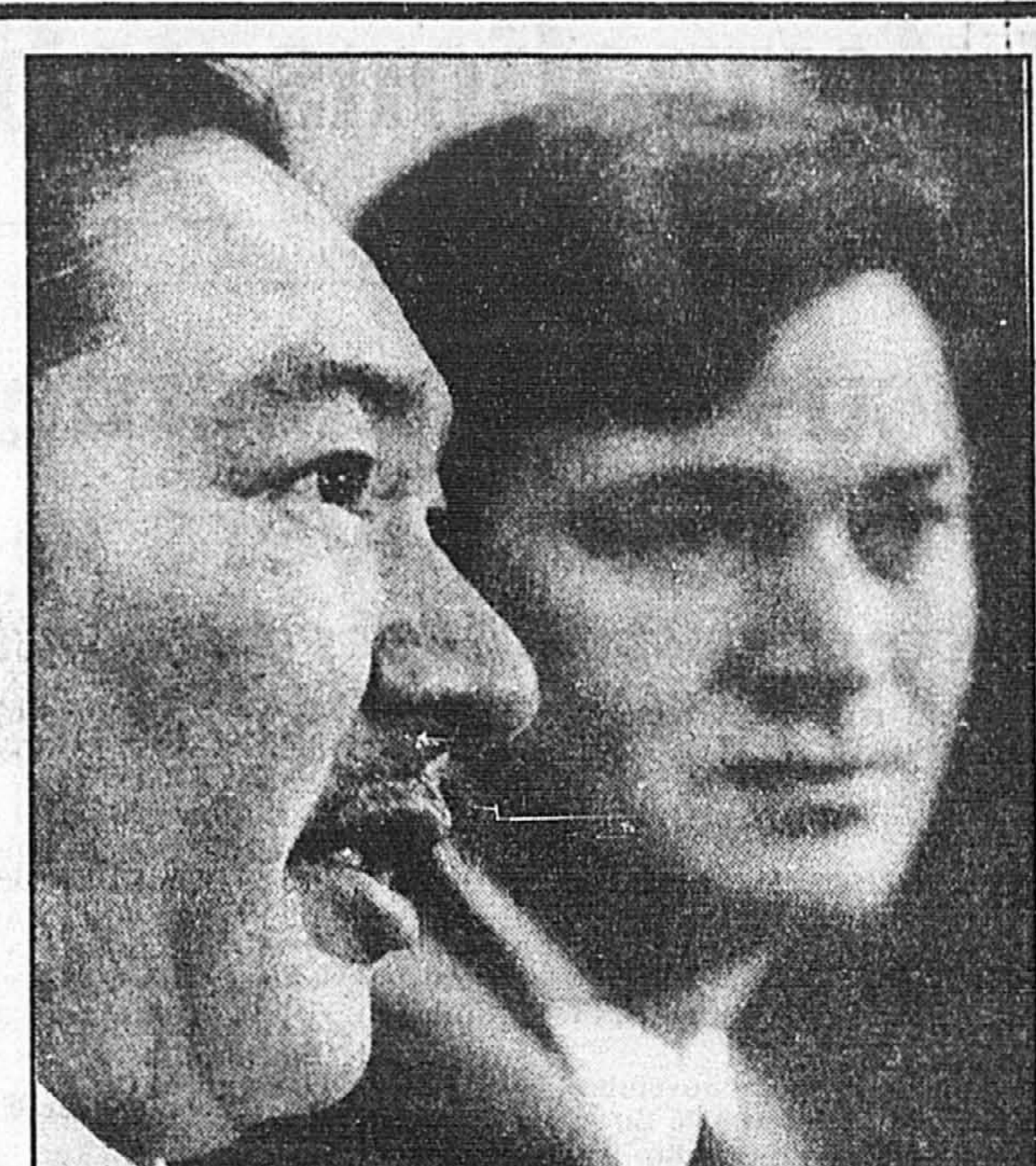
l'ouverture a été autorisée en 1985, les ventes ont augmenté de sept pour cent la première année, mais se sont rajustées ensuite, précise M. Winter.

En Ontario, selon le Conseil des détaillants du Canada, les ventes au détail ont augmenté de 5,1 pour cent entre 1991 et 1992, comparativement à 3,1 pour cent pour le Québec — où l'ouverture des commerces n'est pas encore en vigueur — un écart modeste.

Dans bien des cas, les ventes au détail, au lieu d'augmenter, se sont simplement échelonnées sur sept jours plutôt que six, estimant généralement. C'est le cas du secteur de l'alimentation, par exemple.

Dans les villes frontalières, toutefois, les affaires semblent mieux aller depuis l'ouverture des commerces le dimanche. Les achats transfrontaliers sont en diminution.

Le président de K-Mart, M. Don Beaumont, soutient que les chiffres d'affaires de ses magasins situés près la frontière américaine progressent plus vite que les autres. «Comme si, maintenant qu'ils avaient le choix, les gens de Windsor et de Sarnia, préféraient magasiner chez eux plutôt que de traverser la frontière», explique-t-il.



Le chef néo-démocrate manitobain, Gary Doer (à l'arrière-plan), a écouté son député annoncer sa décision. PHOTO PC

Elijah Harper quitte la politique provinciale

SCOTT EDMONDS
de la Presse Canadienne
WINNIPEG

Elijah Harper, cet amérindien qui siégeait au Parlement manitobain et qui avait contribué à la défaite de l'accord du lac Meech, abandonne la politique provinciale et pourrait se présenter lors des prochaines élections fédérales.

«Je ne sais pas si je dois me réjouir ou être triste», a déclaré hier M. Harper, dont l'épaisse chevelure noire était coiffée en «queue de cheval».

Mais M. Harper, qui fut un des premiers Amérindiens à siéger au Parlement du Manitoba, a déclaré qu'il considérait que d'autres étaient prêts à reprendre le flambeau pour faire en sorte que les questions amérindiennes demeurent sur la liste des priorités.

Actuellement, outre M. Harper, trois des 20 membres du caucus néo-démocrate du Manitoba sont amérindiens.

M. Harper a affirmé qu'on lui avait demandé de se présenter lors des élections fédérales, en précisant qu'il réfléchissait encore à la question.

«Lorsque le temps sera venu, si c'est la volonté du Grand Esprit, je me présenterai», a-t-il précisé.

Il avoue que cette perspective lui semble intéressante puisque la plupart des questions qui touchent les autochtones sont de juridiction fédérale.

Le chef néo-démocrate manitobain, Gary Doer, a loué M. Harper pour la fierté et la dignité dont il a fait preuve au parlement manitobain. Il a ajouté que le député avait lais-

sé sa marque dans l'histoire manitobaine.

M. Harper, qui est âgé de 42 ans, représente la circonscription nordique de Rupert Island, qui est une des plus vastes au pays. Il a dit qu'il remettrait sa lettre de démission au président de la législature lundi.

Ex-chef de la bande indienne de Red Sucker Lake, M. Harper siégeait au Parlement provincial depuis 1981. Il a été membre du cabinet néo-démocrate d'Howard Whyte de 1986 à 1988.

Il avait dû quitter momentanément le cabinet après un accident d'automobile qui, de son propre aveu, était au moins en partie attribuable à sa consommation d'alcool. L'accident avait fait couler beaucoup d'encre. M. Harper avait alors eu recours à une aide professionnelle pour venir à bout d'un problème d'alcool qui l'affectait depuis des années.

Les problèmes financiers de M. Harper lui avaient également valu de faire la manchette.

Ce n'est toutefois qu'en 1990 qu'il s'est retrouvé sur la scène nationale lors de la bataille qui a entouré l'accord du lac Meech. M. Harper avait en effet refusé de passer outre aux règles et de procéder au débat sur l'entente constitutionnelle au Parlement manitobain avant la date limite fixée pour sa ratification.

Il agissait alors au nom des chefs amérindiens du Manitoba qui soutenaient que l'entente ne tenait pas compte de leurs besoins.

Si vous êtes membre du CLUB, entrez les codes suivants. Sinon, composez, à Montréal, le 251-8688 ou, sans frais, le 1 800 563-8688

PLUS DE 3 000 POINTS OFFERTS, CETTE SEMAINE, DANS

04140377
67124487
25080483
74030744

CLUB Multi-points

Il est strictement interdit de reproduire (par tout moyen) les codes du CLUB MULTI-POINTS. Seuls les partenaires autorisés peuvent les reproduire. Les contrevenants seront poursuivis. 1991 Le Groupe Vidéotron Inc. «Tous droits réservés» S1868071

LA PRESSE VOUS PROPOSE

CETTE SEMAINE

MERCREDI

VIVRE

UN ARTICLE SIGNÉ **VIVIANE ROY**

L'HIVER APPRIVOISÉ

La Presse

Importateur de Reproductions Antiques Européennes

Pour un temps limité, économisez jusqu'à **50%**

NOUVEL ARRIVAGE

table jusqu'à 16 pi de long

Meubles décorés à la main

Mobilart C&R Inc.

L'une des plus importantes salles d'exposition de designers au Canada. aussi disponible sofa en cuir et tables de salle à manger en travertin

Vente au prix de gros. (Stock local disponible)

6529, boul. Décarie (coin Plamondon) (514) 344-1400

Autoroute Décarie, sortie Queen Mary ou Jean-Talon

Votre condo en Floride

Un placement profitable !

"Nous ne voulions pas nous établir plus au sud pour des raisons de sécurité. Être près de West Palm Beach nous convenait mieux. Nous apprécions la qualité de la construction pour l'aménagement de ses unités. Nous ne voulions pas nous retrouver dans un bloc de deux étages."

"Nous avons choisi notre condo pour la sécurité du site, pour le style méditerranéen qui se marie bien à notre tempérament latin, pour le milieu francophone et pour le système de location qui nous donne entière satisfaction."

Alice Lévesque et Jules Martineau
Les Entreprises Blonest inc.
Saint-Laurent, Ile d'Orléans

Ginette et Pierre Marchand
Montréal-Nord

SPÉCIAL
Unité 178 modèle B
Valeur: 75,990\$ Spécial: 64,990\$

Comme ces québécois, faites en sorte que votre rêve devienne réalité. Véritable village québécois le Waterside Village regroupe plus de 400 condominiums et villas près de la mer situés à Hypoloxo à la limite sud de West Palm Beach. Construit par la filiale américaine du premier bâtisseur au Québec, le Waterside Village répond aux attentes des Québécois. un placement immobilier à compter de seulement 72,990.00\$ U.S.

Pour informations
• Montréal (514) 385-1992
• Floride Jean-Louis Pomerleau (4107) 582-1946 (Frais d'interurbains acceptés)

Waterside Village

Réunion d'information à Montréal
Jeudi le 3 décembre 1992 à 19h00
à l'Hôtel Delta Montréal, Salle Brahms
450, Sherbrooke Ouest, Montréal